

# LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 223

LE JEUDI 2 OCTOBRE 2003

87c + TAXES = 1\$

## La colère gronde chez les libéraux

Réingénierie et compressions agacent  
Claude Bécharde  
et plusieurs députés

TOMMY CHOUINARD  
DE NOTRE BUREAU DU QUÉBEC

Des conflits couvent au sein du gouvernement Charest. La «réingénierie» et les compressions supplémentaires exigées par le Conseil du trésor et le ministère des Finances provoquent le désarroi du ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Claude Bécharde.

Qui plus est, une dizaine de députés libéraux en viennent à assimiler la vague de compressions qui touche les plus démunis à un sacrifice des valeurs de justice sociale, traditionnellement chères au Parti libéral, sur l'autel de la réingénierie. Pour ces députés, cette restructuration gouvernementale va tout simplement trop loin.

Face à une hausse inattendue de 150 millions de dollars des coûts de l'aide sociale, Claude Bécharde entreprend en effet de nouvelles compressions, non sans un certain agacement. Le ministre estime que son gouvernement doit être conscient de l'effort de plus de 200 millions de dollars déjà exigé de la part de son ministère et le prévient des «impacts» que provoquerait le fait de sabrer d'avantage dans l'aide aux démunis.

«Il y a des choix qui ne sont pas faciles à faire. Le ministère, pour une large partie, travaille avec des gens qui ont peu de ressources, qui sont les plus démunis. [...] Il y a des scénarios [pour faire des compressions] qui sont sur la table et qui seront analysés au cabinet, au caucus. C'est solidairement avec les collègues que nous prendrons ces décisions. Mais il faut que tous comprennent quels sont les impacts de répondre à ces compressions-là».

Claude Bécharde a affirmé le ministre Bécharde hier lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il a annoncé un investissement supplémentaire de 5,5 millions de dollars dans le programme Solidarité jeunesse.

Une source proche du ministre a été plus directe lors d'un entretien avec *Le Devoir*. «On veut bien faire preuve de compassion, aider les plus démunis, mais si on n'a pas de marge de manœuvre provenant du Conseil du trésor, on va avoir un problème», a affirmé cette source.

Des problèmes, le gouvernement Charest commence d'ailleurs à en avoir. Des députés libéraux signifient depuis peu leur désaccord en ce qui a trait à la voie empruntée par le gouvernement en matière d'aide aux démunis. La réingénierie va trop loin, a-t-on indiqué au *Devoir*. Elle renie la tradition du Parti libéral, selon ces mêmes députés, qui préfèrent garder l'anonymat.

Lors d'un caucus des députés libéraux tenu en août dernier, une dizaine d'entre eux ont d'ailleurs rabroué Claude Bécharde pour avoir décidé d'imposer des pénalités aux assistés sociaux aptes au travail qui refusent de déployer des efforts pour réintégrer le

VOIR PAGE A 8: COLÈRE

## Ryan invite Québec à la prudence

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Claude Ryan rappelle au gouvernement de Jean Charest sa responsabilité en matière de justice sociale alors que la vaste opération de «réingénierie» de l'État en cours sème des interrogations sur la vision qui la balise.

L'ancien chef du Parti libéral du Québec estime que le gouvernement doit faire preuve de prudence dans ce dossier. «Il vaut mieux prévenir et s'assurer que la réingénierie se fasse en tenant compte de la définition large de la mission gouvernementale. Deuxièmement, on doit rappeler la responsabilité du gouvernement en matière de justice sociale, en matière de juste répartition des chances d'épanouissement envers toutes les classes de la société», a confié Claude Ryan hier au *Devoir*.

M. Ryan, qui a signé le livre *Les valeurs libérales et le Québec moderne* auquel Jean Charest s'est référé tout au long de la campagne électorale, rappelle d'ailleurs que «les quatre axes d'action que se donne le gouvernement (sécurité, santé, prospérité et éducation) doivent

VOIR PAGE A 8: RYAN

### INDEX

7	8313 00067	2	
Annouces	B 5	Idées	A 7
Avis publics	B 4	Météo	B 4
Culture	B 8	Monde	A 5
Décès	B 5	Mots croisés	B 4
Économie	B 3	Sports	B 6
Éditorial	A 6	Télévision	B 7

## Porte ouverte à la relance des petites centrales privées

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

L'exercice de «réingénierie» en cours dans les hautes sphères de la fonction publique québécoise estime que la construction de 50 petites centrales hydroélectriques constitue un modèle à suivre en matière de «partenariat d'affaires public-privé», ce qui ouvre la porte à une relance de ce programme gou-

vernemental enterré par le gouvernement précédent.

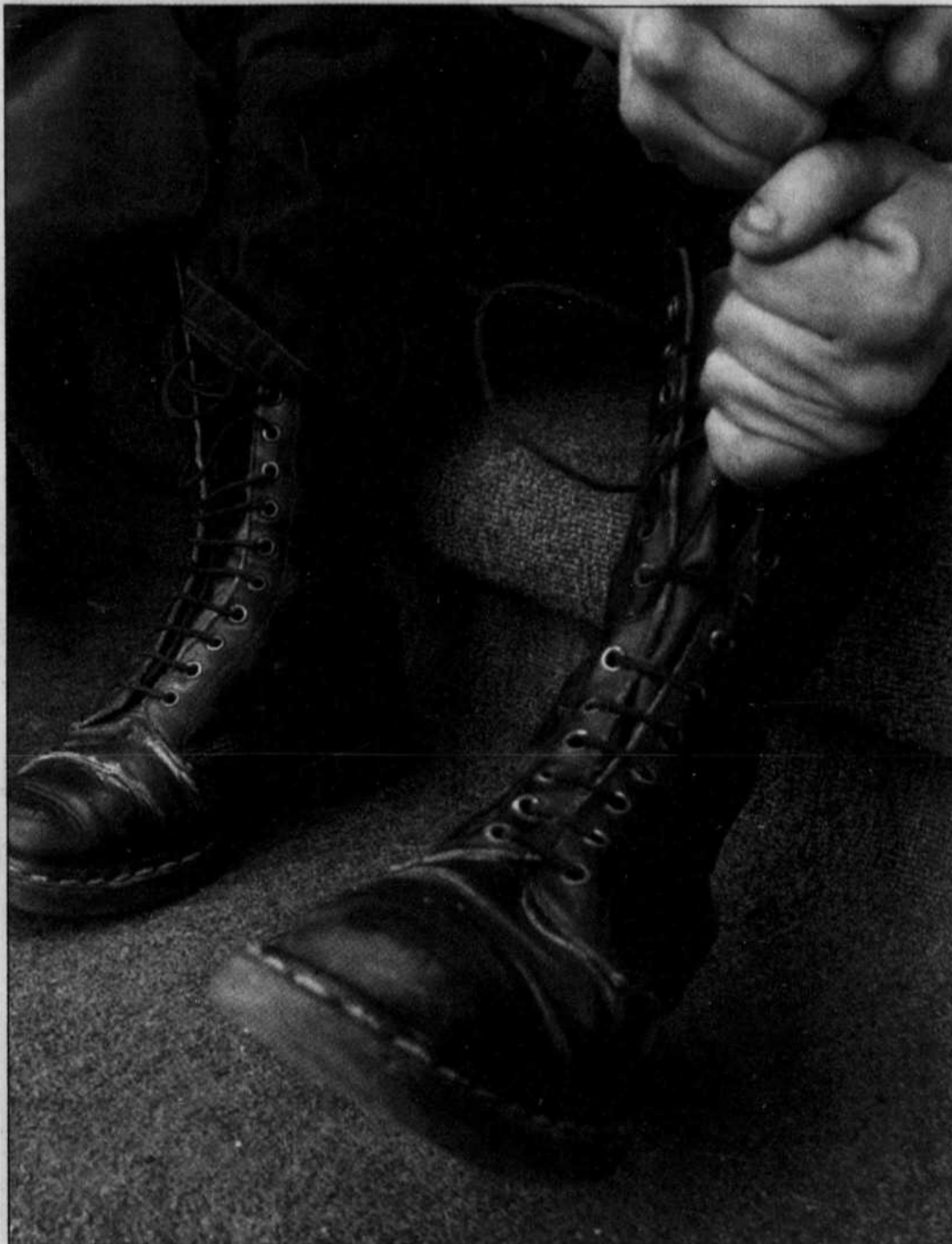
C'est ce que révèle le document intitulé *Le partenariat d'affaires public-privé (PAPP), recueil de projets*, présenté jeudi dernier au cénacle de la haute fonction publique, formé des sous-ministres adjoints et associés ainsi que des présidents et gestionnaires de haut niveau de plusieurs organismes publics. La présentation de ces modèles à suivre a été faite par la sous-ministre responsable de la «réingénierie», Loui-

se Pagé. Celle-ci n'aurait pas réussi, selon le quotidien *Le Soleil*, à dissiper le malaise de plusieurs hauts fonctionnaires à l'endroit des orientations radicales définies dans *La réingénierie de l'État, une nécessité*.

La construction de 50 petites centrales de moins de 25 mégawatts n'est pas présentée dans ce document comme un projet sur le point d'être officiellement

VOIR PAGE A 8: CENTRALES

## «Nous sommes la contre-culture»



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les Doc Martens, symbole de l'appartenance au mouvement skinhead, reviennent à la mode.

## Skinheads, nouvelle génération

Apolitiques, les jeunes skinheads de gauche se disent pourtant «prêts à saigner pour la fierté de la classe ouvrière»

FABIEN DEGLISE  
LE DEVOIR

Quatre jeunes. Cinq bières. Un rendez-vous. Et des formules-chocs: «Je veux me battre pour la fierté de la classe ouvrière et je suis prêt à saigner pour elle.» «On veut bâtir une société plus

juste.» «Nous sommes la contre-culture, celle qui s'oppose aux profiteurs.» «Nous vivons pour la bière, la musique, le fun, le soccer et... la violence.»

Rue Crescent, en plein cœur du centre superficiel de la métropole, les mots, parfumés au houblon et aux volutes d'herbes, décapent le décor urbain ambiant en ce dimanche soir un brin frisquet. Mais K-roots, Red Ultra, Ben et Manu — des pseudonymes, il va sans dire — ne s'en formalisent guère, trop concentrés, entre deux gorgées de *cream ale*, à disséquer la taxinomie de leur mouvement. Un mouvement né en Angleterre à une époque où tous quatre n'étaient encore qu'un improbable projet familial. Un mouvement qui a connu ses heures de gloire au Québec quand eux commençaient à peine à

gazouiller dans leur berceau. Un mouvement aussi qui a sombré dans l'oubli au début de leur adolescence et pour lequel ils vibrent aujourd'hui en chœur et avec une passion démesurée: le mouvement skinhead. «Skinhead de gauche», ajoute fièrement

K-roots. «A ne pas confondre avec les racistes, qu'on appelle plutôt les "boneheads"!»

L'affirmation, même nuancée, sent l'anachronisme au premier abord. Mais pour cette Montréalaise qui, derrière ce nom d'emprunt, cache une vingtaine naissante, rayonnante et débordante d'idées, c'est plutôt d'anarchisme, de lutte des classes, de guerre contre la pensée unique, de solidarité, d'altermondialisation et de musique, beaucoup de musique, qu'il est question. Mais aussi de discrétion sur l'identité des membres. «Les skinheads n'ayant pas eu, à cause des fascistes, bonne presse par le passé», justifie la jeune fille. Le tout rassemblé dans un identitaire multiforme qu'elle et ses amis se sont donné pour mission de remettre au goût du jour dans une époque

VOIR PAGE A 8: SKINHEADS

## Québec lève des obstacles pour certains médecins étrangers

Fin de la pénalité de 300 000 \$ imposée aux jeunes Canadiens qui veulent pratiquer au Québec

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

Aux prises avec une pénurie de médecins, le gouvernement du Québec commence à desserrer l'étau qui entrave le recrutement de médecins étrangers. En juillet dernier, il a notamment aboli la pénalité de 300 000 \$ imposée à tous les jeunes étudiants et médecins canadiens qui souhaitent pratiquer au Québec.

L'abolition de ce règlement survient après les demandes répétées des facultés de médecine du Québec, notamment celle de l'université McGill, qui le considéraient comme un sérieux empêchement au recrutement de certains de leurs meilleurs étudiants.

Avant le 1<sup>er</sup> juillet 2003, ces étudiants devaient signer un contrat en vertu duquel ils s'engageaient à quitter le Québec après leurs études à moins de payer une pénalité de 300 000 \$ ou de s'engager à pratiquer quatre années en région éloignée.

Au printemps dernier, après que *Le Devoir* eut révélé que le gouvernement du Québec maintenait cette règle en dépit de la pénurie criante de médecins, le nouveau ministre de la Santé, Philippe Couillard, s'était alors engagé à «réévaluer la pertinence» de ce règlement. C'est maintenant chose faite. Du moins en partie.

En effet, pour le moment, le règlement continue à s'appliquer intégralement au contingent d'environ quarantaine d'étudiants américains et étrangers venus étudier au Québec, à la trentaine d'étudiants venus du Nouveau-Brunswick ainsi qu'aux médecins diplômés hors Québec. Toutefois, des discussions intensives se poursuivent entre Québec, les fédérations médicales et le Collège des médecins à la table de concertation sur la planification des effectifs médicaux afin de parvenir à un assouplissement, a appris *Le Devoir*.

Au cabinet du ministre Couillard, on a confirmé hier la levée partielle du règlement en soulignant que celui-ci, instauré en 1993 en raison d'un surplus

Les résistances demeurent toutefois tenaces pour les professeurs étrangers que réclament les universités

VOIR PAGE A 8: MÉDECINS

### LE MONDE

## Les Palestiniens au pied du mur

Arguant de l'incapacité des Palestiniens à prévenir les actes terroristes, le cabinet israélien a approuvé hier l'extension du «mur de sécurité» destiné à protéger l'État hébreu ainsi que des colonies juives de Cisjordanie, où l'armée a par ailleurs arrêté le chef du Jihad islamique sur ce territoire et tué un autre membre du groupe.

■ À lire en page A 5



REUTERS

## • LES ACTUALITÉS •

Plan de gestion des déchets

Début prochain  
des audiencesLOUIS-GILLES  
FRANÇEUR  
LE DEVOIR

Les audiences sur le Plan de gestion des matières résiduelles de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) vont débuter à Longueuil le 14 octobre.

Présidées par Louise Roy, les audiences vont porter sur plusieurs enjeux sensibles, comme la localisation des sites d'enfouissement de la CMM et le financement d'une gestion plus écologique des déchets domestiques, dont l'implantation d'une collecte à trois voies, qui exigera de séparer les déchets putrescibles du reste de la poubelle.

La présidente de la commission a par ailleurs précisé hier que les commissaires n'hésiteront pas à débattre des modifications proposées pour l'échéancier de la CMM, un échéancier jugé généralement trop long par les écologistes. La CMM voudrait que l'on reporte de cinq ans l'atteinte des

objectifs de réduction des déchets, soit de 2008 à 2013.

«Les commissaires, a dit Mme Roy, sont prêts à entendre les citoyens sur cette question parce que l'objectif de la consultation est d'en arriver à un projet bonifié grâce aux suggestions des intervenants du milieu et du grand public.»

Rappelons que la politique québécoise sur la gestion des déchets propose de réduire de 65 %, d'ici 2008, la partie des déchets susceptibles d'être récupérés et recyclés. À l'heure actuelle, le taux de recyclage ne dépasse pas 17 % sur le territoire de la CMM, ce qui donne une idée de l'ampleur des changements en vue. Le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, s'est de son côté dit disposé à reporter l'échéance de la politique que son gouvernement s'était engagé à respecter, mais il entend accorder une aide financière plus substantielle aux municipalités qui sauront faire en sorte d'être au rendez-vous de 2008.

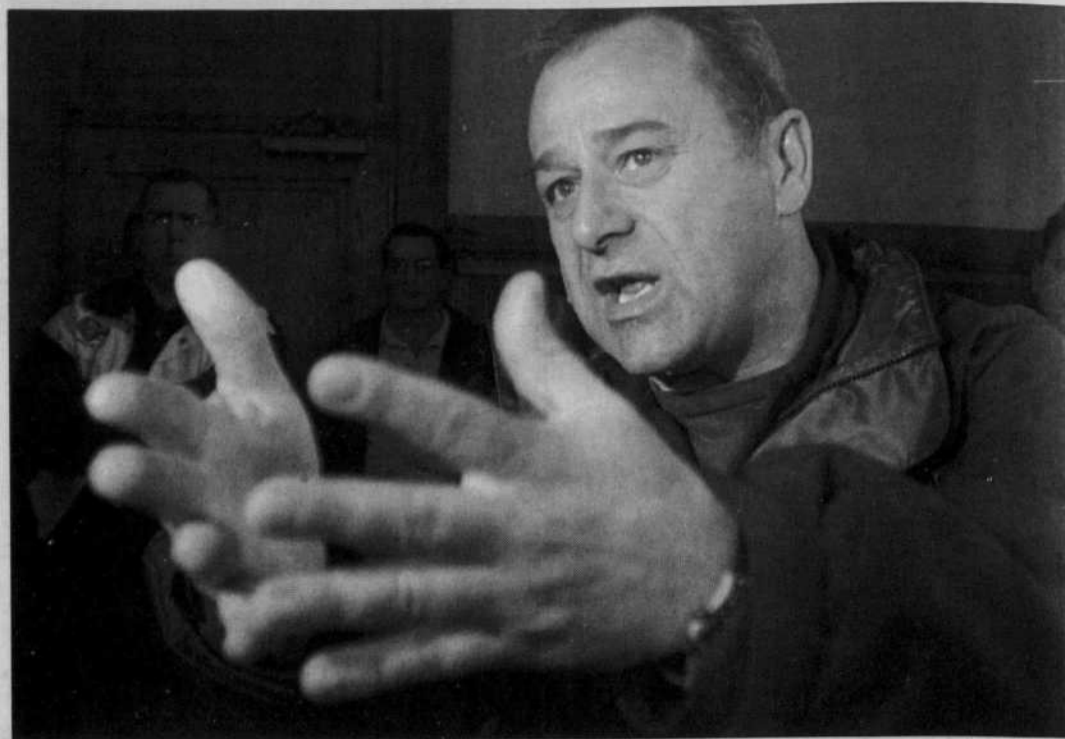
JEANNE CORRIVEAU  
LE DEVOIR

La Société de transport de Montréal (STM) a élaboré plusieurs scénarios catastrophe pour boucler son budget 2004, dont une augmentation de tarifs dépassant les 31 %, mais elle espère ne pas avoir à les utiliser. Le président de la STM, Claude Dauphin, reconnaît tout de même que sans nouvelles sources de revenus, la société de transport sera contrainte de refiler une partie de la facture aux usagers dès janvier prochain.

Pour mieux convaincre le gouvernement du Québec de lui proposer un nouveau cadre financier, la STM a présenté au ministre des Transports, Yvon Marcoux, les choix qui s'offraient à elle pour combler le manque à gagner avec lequel elle devra composer en 2004. Comme le rapportait *La Presse* dans son édition d'hier, la société de transport devra imposer à ses usagers des hausses de tarifs de près de 17 % l'an prochain si elle opte pour une réduction de 27 millions de ses dépenses. Le prix de la carte autobus-méto (CAM), qui s'élève actuellement à 54 \$, grimperait à 63 \$ par mois selon ce scénario et la STM devrait notamment abolir 26 circuits réguliers. La seconde option consisterait à hausser à 71 \$ par mois le prix de la CAM en maintenant les services actuels.

En conférence de presse hier, Claude Dauphin a indiqué qu'une augmentation de tarifs de cette ampleur n'est pas le scénario souhaité par les administrateurs de la société de transport mais qu'elle illustre bien les conséquences d'un refus de Québec d'aider la STM à résoudre sa crise financière. Il a aussi reconnu qu'une hausse des tarifs de plus de 31 % entraînerait une baisse de clientèle de 40 000 usagers. «On ne veut pas augmenter les tarifs. Cependant, soyons réalistes: si nous n'avons pas de nouveau cadre financier, il nous faudra, comme administrateurs, trouver entre 50 et 60 millions l'an prochain. Ça ne se trouve pas en criant ciseaux!»

Depuis un an et demi, la STM de-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Interpellant le président de la Société de transport de Montréal (STM), Claude Dauphin, à l'occasion d'une conférence de presse tenue hier à l'hôtel de ville, Claude Benoit, président du Syndicat des chauffeurs d'autobus, a accusé la STM de tenir les usagers dans l'ignorance au sujet des ralentissements de service observés depuis deux semaines dans le réseau de transport par autobus. La diminution du nombre de véhicules sur les routes est attribuable aux moyens de pression qu'exercent les employés d'entretien, a tenu à préciser M. Benoit. Les chauffeurs, qui ont déjà conclu une entente avec leur employeur, sont pourtant les premiers à subir les récriminations des usagers furieux d'avoir poireauté trop longtemps sur le trottoir, a-t-il indiqué.

mande au gouvernement du Québec l'accès à de nouvelles sources de revenus pour garantir le financement de ses activités à long terme. Elle souhaite que Québec donne suite au rapport de Louis Bernard qui recommandait en janvier dernier l'adoption de plusieurs mesures pour financer les transports collectifs, dont l'augmentation de la taxe sur l'essence ou celle des frais d'immatriculation. En 2003, la STM a dû combler un manque à gagner de 18 millions en imposant deux augmentations de tarifs au cours de la même année, a rappelé M. Dauphin. En 2004, c'est une somme de 56 millions que la STM devra trouver pour renflouer ses coffres.

Le temps presse pour la STM,

qui doit boucler son budget d'ici la fin du mois d'octobre, mais le ministre Yvon Marcoux aurait promis à M. Dauphin la semaine dernière qu'une réponse lui parviendrait sous peu.

Au cabinet d'Yvon Marcoux, on indique que le comité interministériel mis sur pied par le nouveau ministre des Transports n'a pas terminé l'étude des rapports sur le financement des transports en commun commandés par le gouvernement péquiste. Québec compte faire une proposition aux sociétés de transport et aux municipalités avant la fin de l'année, a indiqué hier Isabelle Merizzi, attachée de presse de M. Marcoux.

Selon la STM, une centaine d'au-

tobus n'auraient pas pu prendre la route hier matin compte tenu des moyens de pression exercés par les employés d'entretien qui, comme les membres de trois autres syndicats de la STM, ont entamé des négociations avec leur employeur pour le renouvellement de leur contrat de travail. Des autocollants apposés sur les miroirs et les numéros d'identification de plusieurs véhicules auraient incité la société de transport à les retenir au garage. Il s'agit d'initiatives personnelles de certains employés, s'est défendu Pierre Saint-Georges, président du syndicat des employés d'entretien, en ajoutant que la présence d'autocollants n'empêche pas, selon lui, les autobus de rouler.

**Club 402-HOMME®**  
Depuis 1977

Costumes griffés importés d'Italie

**399\$**

Tissus signés  
- Cerruti 1881 - Zegna  
- Marzotto - Zignone, etc.

1118, rue Sainte-Catherine Ouest  
2<sup>e</sup> étage, Montréal • (514) 861-3636  
Heures d'ouverture : Lun. au ven. 10 h à 18 h. Sam. 10 h à 16 h

Guilbert Guérin, s.j., est décédé le 30 septembre 2003 à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme.

Il avait placé en exergue de son livre sur l'Église du silence en Chine (La vie du père Chu Shu-Teh s.j.) cette pensée de Jean-Paul II :

« Mourir pour la foi est un cadeau pour certains. Vivre la foi est un appel pour tous. »

Guérin, éditeur



Profitez de votre spa cet hiver!

Grande VENTE Début de saison



SPA  
ET  
SAUNA

Épargnez  
jusqu'à  
**2575\$**

**AQUA SPORT**  
Depuis 1982

Montréal 8866, boul. Pie-IX  
(514) 374-5262 • www.aquasport.ca

ÉCOUTEZ, DÉCIDEZ !

Arcand  
Bonjour Montréal  
5 h 30 à 9 h 30

Lapierre  
Lapierre et Cie  
15 h 00 à 17 h 30

**CKAC 730**  
POUR VIVRE L'INFORMATION

LE DEVOIR

## POLITIQUE

Le Concert du  
Cardinal Léger  
Place-des-Arts • 21 octobre 19 h 30  
Mozart : I Musici et Marie-Andrée Ostiguy  
tél. : 514-495-2409



Michel David

## La vie avant l'an 1

À l'été 1973, Jacques Parizeau était en vacances au Mexique quand un appel téléphonique de Louis Bernard l'informa que la direction du PQ travaillait à l'élaboration d'un budget de l'an 1. «J'étais en chr...», a-t-il confié à son biographe Pierre Duchesne.

Ce qui devait arriver arriva. Lors du débat télévisé l'opposant à Raymond Garneau, alors ministre des Finances dans le gouvernement Bourassa, M. Parizeau s'embourba dans une histoire de coefficient d'élasticité, et ce qui aurait dû être le procès de la gestion du gouvernement libéral devint celui du projet souverainiste.

Dans le texte qu'il a fait publier dans les journaux de mardi, François Legault attribue l'échec de 1973 à l'improvisation et propose de reprendre l'exercice à tête reposée. Il n'a pas à s'inquiéter: si cela peut permettre de détourner l'attention d'une «réingénierie» qui s'annonce pour le moins houleuse, les libéraux seront certainement disposés à lui laisser tout le temps nécessaire.

Coincidence, un de ceux qui avaient aidé M. Garneau à préparer le débat de 1973 était un jeune sous-ministre nommé Michel Audet, aujourd'hui ministre du Développement économique et régional dans le gouvernement Charest.

Au-delà de ces considérations stratégiques, la proposition de M. Legault pose encore une fois une question fondamentale, qui revient périodiquement: le PQ doit-il d'abord être le véhicule d'un «projet de société» résolvant social-démocrate ou consacrer l'essentiel de ses énergies à la création d'un pays dont on définira les orientations quand la souveraineté sera chose faite?

Selon M. Legault, un projet de budget permettrait de démontrer les «véritables priorités» d'un gouvernement de l'an 1. Bien sûr, on peut commencer à en débattre, mais est-il vraiment indispensable d'établir dès maintenant quelle proportion du budget serait consacrée à la lutte contre la pauvreté par rapport à la défense?

Si elle y est sympathique, la gauche n'a pas le monopole de la souveraineté. Attirer les altermondialistes au PQ implique-t-il de s'allier les nationalistes de droite, que le «modèle péquiste» indispose presque autant que le fédéralisme? Bref, faut-il prendre le risque de faire éclater la «coalition» souverainiste? Au moment où le PLQ semble vouloir évacuer le centre, ne vaudrait-il pas mieux s'y installer?

Quand M. Legault écrit que «certains militants» pourraient s'opposer à ce «qu'on clarifie les choix de société qui seront faits au lendemain de la souveraineté», il sait parfaitement que son chef est du nombre. Et qu'il est loin d'être le seul. D'ailleurs, en toute logique, comment peut-on clarifier aujourd'hui des choix qui seront faits seulement demain?

Dans la perspective de la course à la succession de Bernard Landry, le candidat Legault a certainement avantage à miser à fond sur la social-démocratie, comme sur une souveraineté soulagée de l'encombrant partenariat. Il y aura cependant une vie entre le congrès au leadership et l'an 1. Et aussi des élections. Sans parler d'un référendum.

Dans les commentaires qu'il a émis mardi à l'occasion de la publication de la synthèse des opérations financières, le ministre des Finances, Yves Séguin, a pratiquement confirmé l'analyse de M. Legault, selon qui les «gains d'efficacité» résultant de la «réingénierie» ne permettront jamais de réaliser les économies de trois milliards qui seront nécessaires pour équilibrer le budget de l'année 2004-05 sans toucher à la Santé, l'Éducation, la Famille et la Solidarité sociale. A moins, évidemment, de couper de moitié les budgets de tous les autres ministères.

On verra au printemps prochain comment le gouvernement s'y prendra pour résoudre un problème que M. Séguin, dans son rapport de mars 2002, jugeait lui-même insoluble tant que l'équilibre fiscal entre le gouvernement fédéral et les provinces ne sera pas rétabli.

Pour M. Legault, on le sait, la solution ne peut venir que de la souveraineté, qui permettra au Québec de disposer de la totalité de ses impôts et d'établir ses propres priorités. Il y a cependant un corollaire implicite à cette proposition: pour respecter son engagement social-démocrate, un gouvernement péquiste élu dans le cadre constitutionnel actuel serait forcé d'augmenter massivement les impôts.

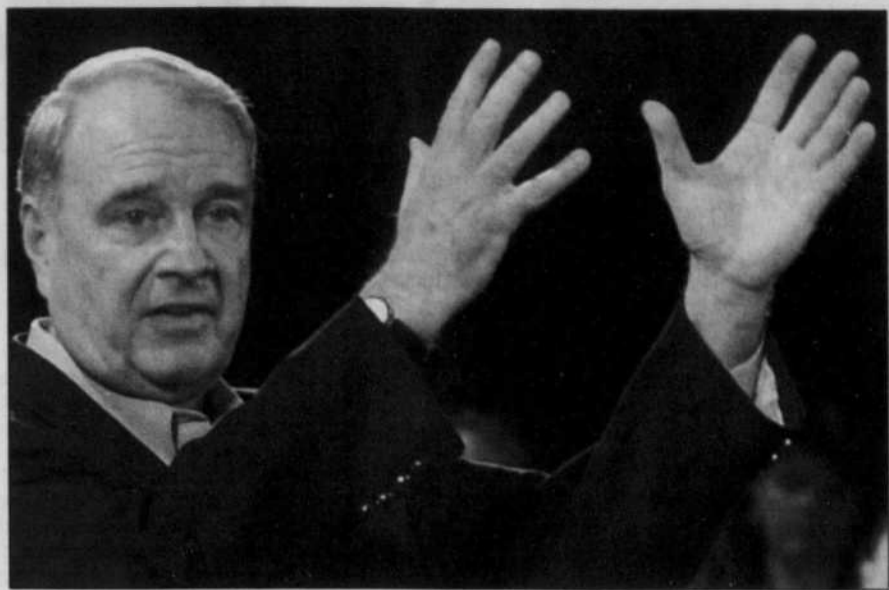
Remarque, c'est précisément ce que M. Legault plaide auprès de ses collègues du cabinet Landry l'an dernier. Sinon, il estimait impossible de remettre à flot le système de soins de santé. M. Legault proposait de faire le «pari de la vérité», mais le premier ministre Landry et sa ministre des Finances, Pauline Marois, jugeaient cette franchise suicidaire à la veille des élections. Rien n'indique encore qu'ils aient changé d'avis.

Le PQ est tellement absent de l'actualité ces jours-ci qu'il faut sans doute se réjouir de cette participation de M. Legault à la «saison des idées», mais il pourrait être plus explicite à propos de ses propositions si son rôle de porte-parole du PQ en matière de finances, qui lui assure une visibilité dont Mme Marois est désormais privée, ne lui imposait aussi certaines contraintes.

Quand il écrit aux journaux pour dénoncer les politiques budgétaires du gouvernement et proposer des voies alternatives, est-ce le candidat à la succession de M. Landry ou le critique de l'opposition officielle qui tient la plume? Cette confusion, qui l'empêche de mettre toutes les cartes sur table, demeurera tant que M. Landry ne dira pas clairement s'il sera là ou non aux prochaines élections. Porte-parole en matière d'éducation, Mme Marois aurait le même problème si, par exemple, elle favorisait l'indexation des droits de scolarité.

Heureusement, la présence de Landry n'empêche pas le divertissant picage auquel se livrent les candidats à sa succession. Le dernier paragraphe du texte de M. Legault, dans lequel il reproche à Mme Marois de faire des «compromis sur la souveraineté» en proposant d'hypothétiques référendums sectoriels, n'ajoutait rien à sa démonstration, mais la tentation était trop forte.

Si M. Legault avait vraiment voulu être méchant, il aurait souligné que Claude Morin a applaudi à la proposition de sa rivale, mais il y a des coups qui sont vraiment trop bas.



ARCHIVES LE DEVOIR

Le successeur de Jean Chrétien a beau être sur la ligne de touche, attendant d'être au cœur de l'action gouvernementale, il n'en est pas moins un joueur actif. Paul Martin a convoqué les premiers ministres à une rencontre informelle au sommet à l'occasion du prochain match de la coupe Grey.

## Le botté d'envoi

### Paul Martin convoque les premiers ministres à... un match de football

ISABELLE RODRIGUE  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Paul Martin ne sera pas premier ministre du Canada avant quelques mois, mais cette situation ne l'empêche pas de réunir les premiers ministres provinciaux lors du match de la coupe Grey. Tout cela pour apprendre à mieux les connaître, a-t-il plaidé hier.

«C'est très important de se connaître avant d'aborder les grands sujets», a expliqué M. Martin lors d'un bref point de presse. «Alors, en ce qui me concerne, c'est tout à fait naturel qu'un groupe de politiciens, qu'un potentiel premier ministre du Canada et des premiers ministres des provinces [...] aient une occasion de se parler», a-t-il poursuivi.

Le futur chef libéral a reçu une invitation de la Ligue canadienne de football pour assister au match de la coupe Grey à Regina le 16 novembre prochain, soit deux jours après le vote des députés libéraux au congrès au leadership.

Comme d'autres premiers ministres provinciaux devaient être présents eux aussi, M. Martin aurait décidé de saisir l'occasion au vol pour en faire une grande rencontre informelle et allonger l'invitation aux autres chefs provinciaux. Du côté de l'équipe Martin, on indique que les réactions à l'invitation ont été très positives.

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a confirmé qu'il sera de la partie. «M. Martin semble vouloir nous rencontrer informellement et, comme les Alouettes ont de bonnes chances d'être à Regina pour la coupe Grey, je vais être présent», a-t-il affirmé lors d'un point de presse à New York, où il était de passage hier. Il a cependant tenu à rappeler que Jean Chrétien est toujours à la tête du pays.

«Ce n'est pas une invitation formelle qui est lancée mais une rencontre sociale, a ajouté M. Charest. Je suis ouvert. Je vais y participer avec, en tête, la défense des intérêts du Québec. Ce sera une prise de contact.»

M. Martin a aussi répété à de multiples reprises que la rencontre était informelle et sans ordre du jour.

«Vous devriez savoir que c'est la façon [dont] ça doit

[se faire]. Ce n'est pas nécessaire d'avoir toujours un [ordre du jour] fixe: on peut se rencontrer de façon informelle pour discuter des sujets de l'heure», a argué M. Martin, critiquant à mots voilés l'approche de Jean Chrétien au cours des neuf dernières années.

Le premier ministre Chrétien n'a jamais été un grand fervent des rencontres avec ses homologues provinciaux. Les rares fois où l'occasion s'est présentée, les rencontres ont eu des allures d'affrontement. Hier aux Communies, M. Chrétien a même servi une mise en garde à son successeur.

«S'il rencontre les premiers ministres, ce sera une occasion pour eux de lui remettre leur liste d'épicerie pour le budget de février 2004», a-t-il lancé, visiblement amusé par les questions de l'Alliance canadienne.

Les gestes les plus récents de Paul Martin ont ouvert tout grand la porte aux partis d'opposition qui, une fois de plus, ont soulevé des interrogations sur l'identité de l'entraîneur-chef des libéraux.

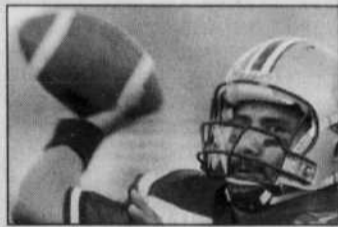
«Il commence à jouer le rôle de premier ministre», a fait observer Stephen Harper, chef allianciste. Il est temps pour lui de passer officiellement à la transition et d'être ici pour répondre aux questions.»

«M. Martin, tant qu'à rencontrer les premiers ministres alors qu'il ne l'est pas lui-même, devrait être plus souvent ici et se prononcer sur un certain nombre de questions afin de mettre fin à son propre déficit démocratique», a renchéri le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

Le chef du NPD, Jack Layton, a pour sa part indiqué que la rencontre est une bonne idée. «Espérons seulement qu'il [M. Martin] va dire qu'il va verser aux provinces les deux milliards qui ont été promis pour la santé», a-t-il noté.

M. Chrétien doit officiellement quitter son poste en février 2004. À son bureau hier, on répétait que les démarches de M. Martin ne minent en rien le leadership du premier ministre.

«M. Chrétien a été le meilleur quart arrière du Canada au cours des dix dernières années et il continuera à décider de la stratégie jusqu'à ce qu'il démissionne», a fait valoir Jim Munson, porte-parole du premier ministre Chrétien.



EN BREF



Louise Beaudoin

## La vie après la politique

(Le Devoir) — L'ex-ministre et ex-députée péquiste Louise Beaudoin se joindra au corps professoral de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) à compter de janvier prochain. L'ex-ministre des Relations internationales, qui a longtemps séjourné à la Culture, sera professeure associée au département d'histoire et chercheuse associée au centre Études internationales et mondialisation de même qu'à la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie. L'ex-députée de Chambly, qui a tiré sa révérence du monde politique en avril dernier, s'attardera aux enjeux de la diversité culturelle en lien avec la mondialisation.

## La santé en priorité

(PC) — Le ministre des Transports, Yvon Marcoux, est en congé forcé pour quelques semaines. C'est la ministre déléguée de ce ministère, Julie Boulet, qui le remplacera pendant sa convalescence. M. Marcoux a été invité par son médecin à prendre quelques semaines de repos à la suite d'un surmenage. Il devrait reprendre ses activités d'ici un mois. Agé de 62 ans, M. Marcoux est député de Vaudreuil à l'Assemblée nationale depuis 1998. Auparavant, il était directeur général de l'Association des hôpitaux du Québec.



Yvon Marcoux

## Une armée sous-titrée

(PC) — Le commissariat aux langues officielles s'apprête à ouvrir une nouvelle enquête sur le ministère de la Défense nationale, qui n'a jamais réussi à respecter la Loi sur les langues officielles. «Le cancer est généralisé», a lancé en entrevue le député bloquiste responsable du bilinguisme, Benoît Sauvageau. Dans l'espoir de changer les choses, il déposera aujourd'hui une plainte auprès de la commissaire aux langues officielles, Dyane Adam. «On va recevoir la plainte et débiter une enquête là-dessus», a commenté une porte-parole de Mme Adam, Catherine Scott. À l'heure actuelle, tout juste 43 % des postes militaires bilingues sont occupés par des soldats qui peuvent s'exprimer en français et en anglais.



## Marois lit « compressions » quand elle voit « réingénierie »

LIA LÉVESQUE  
PRESSE CANADIENNE

Ce n'est pas une véritable «réingénierie» de l'État que prépare le gouvernement Charest, mais plutôt une importante vague de compressions budgétaires, croit la porte-parole péquiste pour les questions d'éducation, Pauline Marois.

«Moi, je pense qu'on ne fait pas de la réingénierie. On se prépare à faire des compressions budgétaires, ça, j'en suis certaine», a mentionné l'ancienne ministre péquiste des Finances, hier, lorsqu'elle s'adressait aux étudiants de l'Université de Montréal.

«J'appréhende nettement des coupes et je pense que c'est dans cette perspective-là que c'est fait» par le gouvernement libéral, sous couvert d'une révision du rôle de l'État et de l'ensemble des programmes, a-t-elle dit.

Avec une pointe d'ironie, elle a évoqué le gouvernement libéral et la Révolution tranquille des années 60, constatant aujourd'hui ce qu'elle désigne comme «la Régression tranquille» avec «les conservateurs au pouvoir à Québec».

Mme Marois a également critiqué le gouvernement libéral parce qu'il s'est lancé dans l'aventure «en catastrophe» et que nombre d'hypothèses sont évoquées ces jours-ci dans les médias.

«Ils cafouillent et ne prennent pas les bonnes décisions, si tant est qu'ils en prennent», a-t-elle dit du gouvernement Charest.

«Une véritable opération de révision des orientations, des politiques, cela prend du temps et cela demande qu'on implique les gens concernés», ce qui n'est pas le cas, a plaidé l'ancienne vice-première ministre péquiste.

Interrogée plus tard par les journalistes, Mme Marois n'a pas voulu se risquer à prédire les compressions qui seront imposées, selon elle, par le gouvernement libéral.

Ancienne ministre des Finances, Mme Marois a reconnu que, pour son successeur



ARCHIVES LE DEVOIR

Pauline Marois

libéral Yves Séguin, «pour l'année prochaine, c'est évident que ça sera difficile» d'assurer l'équilibre budgétaire, notamment à cause du déséquilibre fiscal entre le fédéral et les provinces.

Malgré tout, elle a plaidé devant les étudiants en faveur de réinvestissements véritables en éducation. «L'éducation doit être la priorité des priorités.»

En réponse aux questions des étudiants, elle a plaidé de nouveau en faveur d'un gel des frais de scolarité à l'université et d'une loi cadre pour mieux contrôler les frais dits «afférents» qui sont imposés aux étudiants.

Elle a aussi invité le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, à révéler publiquement ses hypothèses de travail en prévision de la commission parlementaire sur le financement des universités. «Qu'il nous indique quelles sont ses intentions. S'il ne le sait pas, qu'au moins il indique ses hypothèses», a-t-elle martelé.

Chambre de commerce  
du Montréal métropolitain  
Board of Trade of Metropolitan Montreal

Midis-chauds

ALCAN

>> Mardi 14 octobre 2003  
12 h à 14 h

> Le Centre Sheraton  
1201, boul. René-Lévesque Ouest

> Montréal : une ville à réussir ensemble

Gérald Tremblay  
Maire de Montréal

> Réservations  
par télécopieur  
(514) 871-5971

> En ligne  
www.ccmq.ca/activites

> Renseignements  
(514) 871-4000, poste 4001

> Billet(s)  
Membres : 50 \$  
Non-membres : 80 \$

> Table(s) of 10  
Membres : 450 \$  
Non-membres : 800 \$

Taxes en sus

Présenté par  
le journal  
VOTRE APERÇU  
journal  
montréal

En association avec  
BLOC  
BONNE  
LENGUE  
GÉNÉRALE

## • LES ACTUALITÉS •

### Les sans-papiers algériens manifestent de nouveau

LE DEVOIR

Les sans-statut algériens menacés d'expulsion n'en démordent pas: Ottawa doit rapidement régulariser leur situation, rétablir le moratoire sur les renvois et cesser la répression contre eux. Et, pour la énième fois, ils se sont rassemblés, hier, devant les bureaux du ministère fédéral de l'Immigration à Montréal pour se faire entendre.

«Nous voulons rencontrer le directeur des renvois, a expliqué Ben Meziane, un sans-statut d'origine algérienne qui vit depuis 14 ans au Canada. Plusieurs personnes dans notre groupe sont menacées d'expulsion. Ils doivent partir le 10 octobre prochain et nous souhaitons que l'immigration revienne leur dossier pour leur permettre de rester au pays.»

La demande est légitime. Mais elle risque de ne pas aller très loin dans l'appareil administratif de Citoyenneté et Immigration Canada. Pour cause. Depuis la levée du moratoire sur les expulsions de ressortissants algériens sans statut, en avril 2002, 446 personnes sur les 1000 qui composent ce groupe ont obtenu le droit de rester au pays, sept ont été refusées et les autres attendent toujours une réponse. Et ce, «en vertu de l'entente spéciale conclue entre Ottawa et Québec en octobre 2002, rappelle Robert Gervais, porte-parole du ministère. C'était une entente exceptionnelle dont la grande majorité des sans-statut ont pu profiter. Il y a des critères de sélection à respecter et les dossiers qui ne rencontrent pas ces critères sont évalués en conséquence.»

Le hic, c'est que les manifestants dénoncent aujourd'hui cette rigueur, allant même jusqu'à demander à Ottawa de mettre fin à l'expulsion des personnes qui ont un passé criminel, certes, mais qui ont déjà purgé la peine infligée pour le délit commis. Et ils exigent aussi la fin du parrainage par un ressortissant canadien qui a été imposé à plusieurs d'entre eux, ou encore la fin de la négation, par le ministère québécois de l'Immigration, du droit à l'aide sociale.

Une chose impossible, selon M. Gervais: «Les conditions pour immigrer au Canada sont les mêmes pour tout le monde, dit-il. Simple question d'équité.»

### Mégaprocès des Hells Angels

## Bellemare refuse de commenter le rôle de son sous-ministre

PRESSE CANADIENNE

La Malbaie — Le ministre de la Justice et procureur général, Marc Bellemare, a refusé, hier, de commenter les rumeurs persistantes de dissensions parmi ses proches collaborateurs, quant au rôle que chacun a pu jouer dans l'issue du mégaprocès des Hells Angels.

Bombardé de questions par les journalistes, au terme d'une rencontre fédérale-provinciale des ministres de la Justice, M. Bellemare s'est contenté une fois de plus de vanter les mérites du procureur en chef dans ce dossier, André Vincent, «un des meilleurs au Canada, un acteur majeur et de tous les instants dans la réussite de ce mégaprocès». Il n'a cependant pas dit un mot du rôle qu'a pu jouer le sous-ministre Mario Bilodeau.

L'important tient au résultat du mégaprocès, le reste étant «tout à fait périphérique», selon M. Bellemare. Le mégaprocès des Hells s'est soldé récemment par un règlement négocié en vertu duquel neuf des 12 accusés ont plaidé coupable à des accusations réduites de complot pour meurtre et de trafic de stupéfiants, s'attirant des peines de prison allant de 15 à 20 ans.

Depuis quelques jours, les médias font état d'allégations de dissensions entre M. Vincent et M. Bilodeau, quant à la teneur des négociations entreprises

en vue d'un règlement et à la nature exacte des communications transmises au ministre.

### Jean Charest

Le premier ministre Jean Charest s'est porté hier à la défense de son ministre de la Justice, Marc Bellemare, accusé par les avocats de la défense d'avoir failli faire avorter le mégaprocès des motards.

«Le procureur général a fait son travail», a lancé M. Charest lors d'un point de presse à son arrivée à New York pour une mission de prospection économique qui se déroulera jusqu'à demain.

Le premier ministre juge que des tiraillements, sinon des escarmouches, étaient inévitables à ce mégaprocès compte tenu de son ampleur sans précédent et de sa complexité. «Il faut se rappeler le contexte de cette affaire-là. Un mégaprocès de cette envergure, c'est quand même exceptionnel. Il y avait une bataille de tous les instants avec des avocats très aguerris. Alors, faisons donc la part des choses», a-t-il estimé.

Malgré tout, le premier ministre a tout de même reconnu que des leçons doivent être tirées de cette saga judiciaire.

«Laissons les tribunaux faire leur travail, tirons les leçons que l'on doit tirer pour la forme des mégaprocès à l'avenir et, après, on pourra faire notre travail comme il faut», a-t-il noté sans toutefois préciser sa pensée.

## Le bâtonnier défend le travail du procureur général

BRIAN MYLES  
LE DEVOIR

Les deux mégaprocès des Hells Angels sont affligés de «vices structurels» et de «dérapages», a lancé hier le bâtonnier du Québec, Pierre Gagnon, qui s'est par ailleurs porté à la défense du procureur général et ministre de la Justice, Marc Bellemare.

«Le ministre Bellemare a légitimement sauvé les meubles dans un mégaprocès truffé de vices structurels», estime M. Gagnon. Selon le bâtonnier, M. Bellemare a «parfaitement agi» en sa qualité de procureur général en se mêlant des négociations qui ont mené neuf leaders des Hells Angels Nomads et des Rockers à plaider coupables à des accusations réduites de complot pour meurtre, trafic de drogue et gangstérisme en échange de sentences de 15 à 20 ans de pénitencier. Le contraire eût été inquiétant compte tenu du fait qu'il s'agissait de l'une des causes les plus importantes des 20 dernières années.

M. Gagnon attribue les dérapages survenus dans l'affaire des Hells à l'existence même des mégaprocès. «C'est le processus qui est malade. C'est la bête qui s'appelle le mégaprocès qui est le problème. Et je suis un peu excédé de voir qu'on blâme les uns et les autres», a-t-il dit en entrevue.

A deux semaines du début d'un autre mégapro-

cès, celui-ci impliquant des membres présumés des Bandidos, M. Gagnon a exhorté le gouvernement Charest à procéder à d'urgents correctifs pour éviter de nouveaux dérapages, entre autres en clarifiant les règles d'accès à l'aide juridique pour un accusé, l'ampleur des honoraires qui peuvent être versés aux avocats ayant reçu des mandats de l'aide juridique, la rémunération des jurés et le nombre d'accusés pouvant être traduits en justice au sein d'un même groupe. Selon le bâtonnier, il n'appartient pas aux tribunaux de trancher ces questions, comme cela a été le cas dans les deux mégaprocès des Hells, mais bien au procureur général.

Le bâtonnier fonde son analyse sur le rapport préliminaire du juge Bernard Grenier, un observateur indépendant envoyé au Centre de services judiciaires Gouin à la mi-août, soit plus de deux mois ans après le début des premières audiences devant le juge Réjean Paul.

«Le Barreau du Québec est convaincu que les ajustements requis ne peuvent être purement cosmétiques ou ponctuels. En d'autres termes, si les fondations de l'édifice sont déficientes, rien ne sert de le faire tenir debout par des échafaudages; un jour ou l'autre, tout s'effondrera, et ça risque d'être encore plus grave», affirme M. Gagnon.

Un comité spécial du Barreau devrait produire un rapport complet sur les mégaprocès d'ici quelques mois.

### Plaintes contre l'École nationale de ballet contemporain

## La ministre de la Culture avoue son impuissance à agir

### La Commission des droits de la personne pourrait ouvrir sa propre enquête

MARIE-ANDRÉE  
CHOUNARD  
LE DEVOIR

Alors que l'École nationale de ballet contemporain baigne dans la tourmente et doit composer avec des plaintes de la part de parents mécontents, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) se rend compte qu'il ne dispose d'aucun pouvoir juridique qui lui permettrait de corriger une situation inadéquate.

Même s'il est le principal bailleur de fonds de l'établissement artistique — il verse 1,3 million par année —, le MCC et sa ministre, Line Beauchamp, ne jouissent d'aucun pouvoir d'enquête sur cette école qui a fait l'objet cet été de sept plaintes acheminées au ministère pour «abus d'autorité» et «méthodes pédagogiques inadéquates». La Commission des droits de la personne et de la jeunesse du Québec a aussi reçu hier une plainte pour discrimination de la part d'un parent et vérifie actuellement sa recevabilité en regard de la Charte des droits et libertés.

Des informations révélées la semaine dernière par Radio-Canada ont mis en lumière certaines pratiques irrégulières dénoncées par des parents. Les méthodes du directeur de l'école, Didier Chirpaz, sont au cœur des griefs des parents. Ces allégations ont alerté la ministre Beauchamp, qui s'est toutefois rendu compte en plongeant dans ce dossier qu'elle n'avait d'autre pouvoir que de s'en remettre au conseil d'administration qui gère l'école.

«Comme ministre, constater qu'on confie plus d'un million de dollars à une école et qu'il n'y a pas de protocole campant les attentes de chacun, je peux vous dire que j'ai été très surprise de ça», a expliqué la ministre au Devoir hier.

«Nous avons fait des vérifications, et c'est un organisme à but non lucratif; le ministère et la titulaire du ministère n'ont pas de pou-

voir d'enquête au moment où on se parle», a précisé la ministre Beauchamp.

La ministre a donc demandé que soit élaboré un protocole d'entente pour baliser les règles de gestion et la démarche artistique et pédagogique de l'établissement. Les quelques autres écoles artistiques qui relèvent du MCC n'échapperont pas à cette règle eux non plus. «Ça fait partie de la modernisation de l'appareil!», a affirmé la ministre, qui aurait exigé de tels protocoles, qu'il y ait des plaintes ou non.

Pour résoudre la crise actuelle, c'est toutefois au conseil d'administration que revient la tâche de faire la lumière sur les difficultés rencontrées dans le but de les corriger. Le travail sera-t-il fait de façon objective? «Il le faudra», a répondu Yves Elkas, vice-président du conseil d'administration. «Si non, nous risquons de retomber dans de mauvaises directions, si mauvaises directions il y a.» Un rapport à cet effet a été exigé pour le 1<sup>er</sup> novembre et la participation des parents a été requise.

Le ministère demande aussi au conseil d'administration qu'un mandataire du gouvernement siège désormais au conseil, ce qui sera inclus au cadre d'entente auquel s'affaire le MCC en ce moment.

«Nous sommes très préoccupés par cette situation», a expliqué hier Yves Elkas. «Surpris» de la teneur et du nombre de plaintes déposées au cours des derniers mois, le conseil d'administration doit se réunir dans quelques jours pour décider du plan d'action en ce qui a trait à cette crise. En attendant, M. Chirpaz est toujours à la direction de l'école mais est tenu au silence médiatique.

«Le conseil d'administration sera très sensible à la nature des allégations qui ont été faites», a expliqué M. Elkas, qui trouve tout à fait «raisonnable» la demande de la ministre de créer un protocole d'entente.

### Les plus beaux tapis

Nous vous offrons l'une des plus importantes sélections des plus beaux tapis en provenance d'Iran, du Pakistan, de Turquie, de Russie et d'ailleurs, aux meilleurs prix possibles, le tout dans un cadre sympathique et décontracté. Des tapis neufs antiques et semi-antiques Aubussons, William Morris, Tabriz, Isfahan, Kashan, Bokhara et bien d'autres encore, tous d'authentiques tapis faits à la main. Nous acceptons également les commandes spéciales de tapis (toujours faits à la main) de toutes les tailles, couleurs ou motifs, y compris pour les escaliers.

Passez voir nos plus récents arrivages.

### TAPIS D'ORIENT BASHIR LTÉE

8461, boul. Décarie, Montréal • (514) 735-1958

Ouvert de 10h à 18h du lundi au mercredi, de 10h à 19h les jeudis et vendredis et de 10h à 17h le samedi

Achat, vente évaluation, lavage à la main et réparations.

Vous dépassez la cinquantaine avec incertitude.

Vous souhaitez donner un sens à cette étape.

Quatre consultations thématiques vous permettant de répondre à vos questions.

Louise Noisieux, psychologue

(514) 374-7552

M.A. philosophie, éthique, Univ. de Montréal  
M.A. psychologie sociale et clinique, UQAM  
Accréditation Institut de Gestalt, Los Angeles

Chaque année, l'ostéoporose affecte la vie de milliers de Québécoises de plus de 40 ans. Communiquez avec nous ou consultez votre médecin pour en savoir plus.

1 877 369 7845  
(514) 369-7845  
www.osteoporse.qc.ca

Se prendre en main est le travail de toute une vie.

DÉSAUTELS  
- dès 15h  
Réalisation: Ginette Viens

95.1 FM  
Première Chaîne  
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/desautels

## LE MONDE

IRAK

## La nouvelle résolution est prête

Un soldat américain est tué à Tikrit

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bagdad et Washington — Un soldat américain a été tué et deux autres blessés hier lors d'une attaque à Tikrit, la ville natale de Saddam Hussein, alors que Washington présentait à ses partenaires du Conseil de sécurité un projet révisé de résolution sur la stabilisation de l'Irak.

Le convoi américain a été touché en fin d'après-midi par l'explosion d'un engin explosif non identifié alors qu'il traversait Tikrit, à 175 kilomètres au nord de Bagdad, selon une porte-parole militaire américaine. Celle-ci a précisé que les deux blessés se trouvaient dans un état grave.

Aux États-Unis, le département d'État a annoncé que Washington avait soumis à ses partenaires du Conseil de sécurité de l'ONU un projet révisé de résolution sur la stabilisation et la reconstruction de l'Irak visant à surmonter les nombreuses critiques formulées contre le texte initial.

Ce nouveau texte vise notamment à donner «une impulsion accrue» à un retour vers un gouvernement irakien doté de pleins pouvoirs, sans toutefois fixer de date précise, a précisé le département d'État. Il «incorpore beaucoup d'idées et de suggestions» d'autres capitales et précise le rôle du représentant du secrétaire général de l'ONU, selon le porte-parole du département d'État, Richard Boucher.

La version révisée du texte présenté début septembre a fait l'objet d'arbitrages au sein de l'administra-

tion américaine après les nombreuses consultations survenues lors de l'Assemblée générale de l'ONU. Washington espère une adoption du texte avant une conférence des pays et institutions donateurs d'aide pour l'Irak, prévue les 23 et 24 octobre à Madrid.

## Manifestation de chômeurs

À Bagdad, deux Irakiens ont été blessés lors d'une manifestation de chômeurs au cours de laquelle la police a ouvert le feu pour disperser la foule qui a répliqué en tirant, en jetant des pierres et en incendiant deux voitures, selon des témoins.

Plusieurs d'entre eux ont affirmé avoir vu les forces de sécurité tirer sur la foule à partir du bureau du Service de protection des installations (FPS), qui assure la sécurité des bâtiments importants sous supervision de la coalition, devant lequel ils s'étaient rassemblés pour demander un emploi.

Dans un entretien au *Washington Post* publié hier, Ghassan Salamé, conseiller de Kofi Annan sur l'Irak, a précisé la position du secrétaire général de l'ONU sur l'avenir politique de l'Irak. «Il veut plus de personnes dans le gouvernement [...] Nous avons besoin de les ramener dans le processus politique», a-t-il dit au sujet des membres de l'ancien parti de Saddam Hussein.

Après la chute du régime de Saddam Hussein, les Américains ont lancé une campagne de «débaassification» et refusent que de hauts responsables du parti Baas jouent un rôle dans la vie politique, administrative ou militaire du pays.

## L'image des États-Unis est au plus bas

REUTERS

Washington — Le mécontentement envers les politiques américaines, notamment au Proche-Orient, a grandement affecté l'image des États-Unis dans le monde musulman, selon un rapport du Congrès américain remis hier.

Les 13 experts, parmi lesquels des Arabes et des musulmans, qui ont rédigé le rapport ne font néanmoins aucune suggestion quant à d'éventuels changements de politique, estimant que leur mandat se limite à examiner la façon dont les États-Unis présentent leur action dans les pays arabes et musulmans.

Ils recommandent, en revanche, des changements dans la gestion

de la diplomatie américaine, l'organisation de cours de langue plus nombreux pour les diplomates et l'augmentation des dépenses en faveur de programmes scolaires, de traductions de livres ou d'émissions de radio et de télévision.

Les États-Unis ont dépensé, depuis le 11 septembre 2001, des dizaines de millions de dollars pour tenter d'améliorer leur image au Proche-Orient, grâce notamment à des émissions de radio, à des magazines et à des publicités télévisées sur la vie des musulmans aux États-Unis.

Le rapport évoque pourtant des sondages qui montrent que «le soutien aux États-Unis est tombé au plus bas». Ainsi, en Jordanie, 1 % seulement des personnes interrogées avaient au printemps 2003

une image positive des États-Unis, contre 25 % en 2002. En Égypte, 6 % des gens ont une bonne image des États-Unis.

L'administration Bush a attribué son impopularité à l'envie que provoque la richesse américaine et au ressentiment face à la position américaine d'unique «superpuissance» mondiale.

Le rapport, qui a été remis au département d'État, estime que ces facteurs «pourraient en effet contribuer à l'animosité, mais ce n'est pas une explication satisfaisante. Les études montrent que l'essentiel du ressentiment envers l'Amérique est le résultat de conflits réels et d'un mécontentement face aux politiques, notamment celles qui concernent le conflit israélo-palestinien et l'Irak.»

## Les Palestiniens au pied du mur

Le cabinet israélien approuve une extension de sa ligne de sécurité, qui s'enfoncera en Cisjordanie

ASSOCIATED PRESS

Jérusalem — Arguant de l'incapacité des Palestiniens à prévenir les actes terroristes, le cabinet israélien a approuvé hier l'extension du «mur de sécurité» destiné à protéger l'État hébreu ainsi que des colonies juives de Cisjordanie, où l'armée a arrêté par ailleurs le chef du Djihad islamique sur ce territoire et tué un autre membre du groupe.

L'Autorité palestinienne en a immédiatement appelé aux États-Unis, le premier ministre désigné Ahmed Qoreï dénonçant «tous ces actes et procédures qui détruisent toutes les possibilités de paix et de retour du calme, qu'il s'agisse des colonies, du mur ou de ce qui se passe autour de Jérusalem».

L'édification de la clôture de sécurité, qui englobera plusieurs colonies de peuplement juives, dont celle d'Ariel avec ses 18 000 habitants, relève, pour le négociateur Saeb Erekat, d'une «tentative délibérée de saboter la vision du président Bush d'une solution comportant deux États, de mettre à mal le processus de paix et de détruire la feuille de route».

La barrière, dont 150 km ont déjà été érigés dans le nord de la Cisjordanie, pourrait s'étendre au final sur 600 km. En plusieurs endroits, elle mord largement dans le territoire palestinien, isolant des villages et coupant des paysans de leurs terres.

Plusieurs centaines d'Israéliens ont été tués ces dernières années dans une centaine d'attentats suicides, souvent commis par des kamikazes qui se sont rendus à pied dans les villes israéliennes.

Le projet, approuvé mercredi par 18 voix contre 4, prévoit la construction d'un tronçon à l'est d'Ariel, deuxième implantation de Cisjordanie, qui sera ensuite relié au reste des fortifications, plus à l'ouest, plus près d'Israël, a précisé Zalman Shoval, conseiller du premier ministre Ariel Sharon. D'autres segments protégeront d'autres colonies, dont



Efrat, au sud de Bethléem, mais la clôture d'Ariel est la plus contestée car elle pénètre profondément en Cisjordanie. Pourtant, le cabinet a fait un compromis pour éviter de fâcher tant les États-Unis que les défenseurs des implantations juives.

Washington a certes menacé de déduire une partie du coût de la construction du mur de sa garantie de crédit de neuf milliards de dollars (7,7 milliards d'euros) à l'État hébreu si la clôture ne suivait pas la Ligne verte marquant la frontière entre Israël et la Cisjordanie d'avant la guerre des Six Jours en 1967, mais le ministre des Affaires étrangères n'envisageait pas cette sanction mardi.

L'arrestation, dans le camp de réfugiés de Djénine, d'un haut responsable du Djihad islamique et la mort d'un autre membre de ce groupe, Mazen Badawi, tué par Tsahal dans le camp de Toulkarem, n'améliorent pas le climat. Des responsables de la sécurité palestinienne accusent le commando israélien d'avoir tiré sur Badawi sans raison et d'avoir grièvement blessé un passant. L'armée assure que ses hommes ont été la cible de tirs. Par ailleurs, dans la bande de Gaza, l'armée a fait sauter un tunnel et détruit plusieurs bâtiments proches afin de faire obstacle à la contrebande souterraine d'armes sur la frontière égyptienne. Selon des sources de la sécurité palestinienne, 11 des 13 bâtiments rasés étaient habités.

C'est dans ce contexte difficile qu'Ahmed Qoreï tente de former un gouvernement crédible et solide. Il a annoncé hier qu'il présenterait «dimanche ou lundi» au Conseil législatif palestinien (CLP, Parlement) son cabinet, dont il n'a pas détaillé la composition.

## Escarmouche mortelle au premier jour du mandat de l'ONU au Liberia

AGENCE FRANCE-PRESSE

Monrovia — Les troupes de la Force uest-africaine de paix au Liberia (Ecomil) ont commencé à troquer hier leurs casques verts contre des bérets bleus de l'ONU, au premier jour du mandat de la Mission des Nations unies au Liberia (MINUL), marqué par une escarmouche entre forces gouvernementales et rebelles.

Des combattants progouvernementaux libériens et des éléments rebelles ont échangé des tirs au passage du convoi du président des rebelles du LURD (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie), Sekou Damate Conneh, à Red Light, un quartier de Monrovia favorable à l'ex-président libérien en exil, Charles Taylor.

Cette échauffourée a fait au moins trois morts, soit deux enfants et un rebelle du LURD, et sept blessés, a appris l'AFP de sources concordantes. M. Conneh devait rencontrer le président libérien par intérim, Moses Blah, dans sa résidence de Monrovia, rencontre qui avait déjà été reportée deux fois et

a finalement été repoussée sine die. Selon des témoins, l'escorte de M. Conneh a ouvert le feu lorsque des civils mécontents ont lancé des pierres sur le convoi, provoquant ensuite une riposte des miliciens progouvernementaux.

Ces incidents coïncident avec le premier jour du mandat de la Minul, qui prend le relais de l'Ecomil, mise en place par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et dont les premiers éléments sont arrivés le 4 août au Liberia. Jacques Klein, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, est rentré à Monrovia pour prendre officiellement la tête de cette mission, qui doit à terme comprendre, en plus des 15 000 Casques bleus (dont 250 observateurs militaires), 160 officiers d'état-major et 1115 policiers.

Le Liberia est en proie depuis 1999 à une guerre civile lancée par les rebelles du LURD, qui ont assiégé la capitale Monrovia de juin à août dernier, obtenant la démission et le départ en exil, le 11 août 2003, de M. Taylor, remplacé par l'ancien vice-président Moses Blah.

EN BREF

## Kadhafi et les femmes combattantes

Tripoli (AFP) — Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a appelé les Libyennes à s'entraîner au combat contre l'«ennemi» et estimé que la situation des femmes africaines est meilleure que celle des Orientales ou des Occidentales, a rapporté hier la radio libyenne. «La guerre a débordé des champs de bataille traditionnels pour atteindre les maisons ou autres objectifs civils», a-t-il dit dans un discours prononcé mardi soir à Syrte, devant une assemblée de femmes. «À Bagdad ou à Gaza, les victimes sont pour la plupart des femmes et des enfants», a-t-il ajouté. «C'est pour cela qu'il est nécessaire d'entraîner les femmes au combat, afin qu'elles ne soient pas une proie facile pour les ennemis», a poursuivi le numéro un libyen sans identifier ces «ennemis». Le colonel Kadhafi ne se déplace qu'entouré de gardes du corps féminins. Les autorités libyennes ont dédié, cette année, les festivités marquant le 34<sup>e</sup> anniversaire de la révolution aux femmes, en hommage à leur rôle accru dans la vie publique et à leur participation aux forces armées.

## Victoire du parti de Kagame

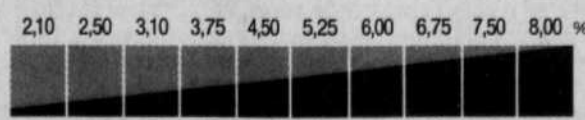
Kigali (AFP) — Le parti du président rwandais Paul Kagame, élu avec plus de 95 % des voix à la présidentielle fin août, a largement remporté les élections législatives de mardi, au suffrage universel direct, les premières depuis le génocide de 1994, avec plus de 73 % des voix. Cette victoire du Front patriotique rwandais (FPR, ex-rébellion tutsie, au pouvoir depuis 1994) était attendue dans la mesure où les principaux partis ou candidats d'opposition avaient été interdits ou disqualifiés avant le scrutin. Deux autres partis ont dépassé le seuil des 5 % des voix, nécessaire pour être représentés à l'Assemblée nationale, selon les résultats nationaux provisoires transmis mercredi soir par la Commission électorale. Le taux de participation s'est élevé mardi à 99,48 % des 3,95 millions d'électeurs inscrits, selon le président de la Commission électorale. Ces résultats concernent 53 des 80 sièges de la future Assemblée. Il s'agit des premières élections législatives organisées depuis le génocide de 1994 qui a fait un million de morts parmi la minorité tutsie et les Hutus modérés, selon les autorités de Kigali.

Appelez donc pour être sûr :

1 800 463-5229

## Obligations à taux progressif

Capital garanti à 100 %.  
Taux avantageux garantis pour 10 ans.  
Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.  
Achat à partir de 100 \$.



Les taux annoncés peuvent varier en fonction des conditions du marché.

Boni de 1%

la première année pour les nouveaux fonds REER.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis d'octobre et de novembre, de 10 h à 16 h.  
Passez nous voir au 2000, av. McGill College à Montréal, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h, et les samedis d'octobre et de novembre, de 10 h à 16 h.  
Visitez le [www.placementsqc.gouv.qc.ca](http://www.placementsqc.gouv.qc.ca)

Épargne Placements

Québec

## É D I T O R I A L

## La vieille méthode

Le ministre des Finances du Québec, Yves Séguin, vient de présenter le bulletin de son ministère pour le premier trimestre de l'année, terminé en juin dernier. Étant donné le décalage entre cette date et aujourd'hui, c'est moins cette synthèse qui mérite l'attention que les prévisions pour les prochains mois et la façon de faire face à l'impasse appréhendée.

À la synthèse des opérations financières, le ministre Yves Séguin a joint ses prévisions pour le reste de l'année. On y lit notamment que «l'objectif de déficit zéro est maintenu» malgré une légère baisse des revenus (-137 millions) et un dépassement de 400 millions dans les dépenses en santé et en sécurité du revenu. Pour contrer ces dépassements, y précise-t-on, «le gouvernement s'assurera que des mesures seront prises». En somme, tout va bien, du moins tant qu'Ottawa ne change pas d'idée et verse les 500 millions supplémentaires promis pour janvier prochain en santé. Sinon...

Voilà donc une bonne nouvelle pour les contribuables, mais celle-ci en mène plusieurs à se demander pourquoi le ministre n'a de cesse de répéter que son gouvernement se dirige tout droit vers une impasse de trois à quatre milliards l'an prochain. Après tout, l'économie n'est-elle pas repartie à la hausse depuis l'été? S'agit-il d'une tactique de communication comme on les aime tant en politique?

Une relecture du rapport de l'ex-vérificateur général Guy Breton, remis au premier ministre Charest peu après son entrée en fonction, nous rappelle que le gouvernement aura à faire face à une impasse de 3,8 milliards l'an prochain si aucun correctif n'est apportée entre-temps. Les causes de cette impasse potentielle sont de plusieurs ordres, notamment celles-ci: le gouvernement précédent avait inscrit des compressions de 500 millions à ses prévisions de 2004 sans les identifier; il avait prévu des augmentations de tarifs de 464 millions sans dire lesquelles; les dépassements en santé, en sécurité du revenu et autres étaient sous-évalués de 750 millions; le budget prévoyait la vente d'éléments d'actif de sociétés publiques pour une somme de 290 millions, sans les identifier non plus; on n'avait pas prévu l'utilisation, dès 2003 au lieu de 2004, de la réserve de 500 millions issue des transferts fédéraux en santé. Et, comme cerise sur le gâteau, aucune somme n'a été provisionnée pour faire face au règlement des conventions collectives arrivées à échéance l'été dernier...

Tous ces éléments relevés par M. Breton sont donc bien réels, on ne peut en douter. Pourtant, comme cela s'est produit cette année, on ne voit pas pourquoi le ministre Séguin ne parviendrait pas à colmater les brèches. Surtout que, cette fois-ci, le gouvernement a devant lui une année complète pour inviter les ministères à faire l'exercice avec lui.

Une chose est certaine, ce n'est pas la fameuse «réingénierie» qui permettra de réaliser des économies à court terme, le ministre lui-même l'avoue. Il faut donc plutôt s'attendre aux bonnes vieilles techniques de compression des dépenses et d'augmentation des recettes, pratiquées par tous les gouvernements jusqu'ici. Que ce soit par l'éternelle révision des programmes, des crédits d'impôt et autres avantages fiscaux ou par une nouvelle vague d'augmentation de tarifs et de pelletage de dépenses dans la cour des municipalités et des commissions scolaires, tout sera fait pour qu'en fin d'année le budget soit équilibré.

Souhaitons que, ce faisant, le gouvernement Charest ne ranime pas le sentiment de déprime qui a traversé toute la société au cours de la période de lutte contre le déficit.

jrsansfacon@ledevoir.ca

## Le Kelly de Bush?

L'«affaire Wilson» agite ces jours-ci Washington dans des proportions qui ne se sont pas vues depuis le «Monicagate», qui avait failli faire perdre sa présidence à Bill Clinton. On ne sait trop quel feu couve sous les rumeurs et les allégations, mais les apparences de salissages sont telles que le président George W. Bush, craignant que des retombées négatives ne viennent polluer durablement l'élection présidentielle, jure de vouloir faire toute la lumière.

Bombe politique ou pétard mouillé? La tempête qui vient d'éclater au grand jour est une excoissance de la guerre d'Irak. Elle tourne autour d'une fuite partie de la Maison-Blanche, destinée de toute évidence à salir un ex-diplomate, Joseph Wilson, honni par l'administration Bush pour avoir démolé la thèse présidentielle selon laquelle l'ex-régime de Saddam Hussein avait tenté d'acheter de l'uranium au Niger pour produire des armes nucléaires.

Des collaborateurs de M. Bush auraient ainsi divulgué, auprès d'au moins six médias, le nom de l'épouse du diplomate, Valerie Plame, agent secret à la CIA, pour se «venger» de son mari. L'objectif de l'initiative: nuire à l'ex-ambassadeur en mettant en exergue le fait que Mme Plame avait été impliquée dans la décision de la CIA d'envoyer son mari au Niger, en 2002, pour enquêter sur les achats d'uranium. En quoi ces informations salissent M. Wilson demeure confus. Leur divulgation comporte en revanche des implications juridiques très claires: trahir l'identité d'un agent secret est, aux États-Unis, un crime passible d'une peine maximale de dix ans de prison.

L'histoire, passablement compliquée, renvoie à celle du Dr David Kelly, ce scientifique britannique dont le suicide a dramatisé le débat en Grande-Bretagne sur les justifications évoquées par les va-t-en-guerre et causé de graves difficultés politiques au premier ministre Tony Blair. Aussi, l'affaire Wilson, qui comporte indéniablement des accents de comérage washingtonien, tient-elle toute son importance du climat de manipulation de l'opinion publique dans laquelle la stratégie républicaine baigne depuis au moins un an sur la question irakienne.

Tenant de faire mal paraître M. Wilson, il se trouve que l'administration Bush risque surtout maintenant de se discréditer elle-même. La Maison-Blanche a reconnu cet été avoir eu tort de recourir à l'argument de l'uranium nigérien, alors que M. Bush en avait fait une pièce justificative dans son discours sur l'état de l'Union le 28 janvier dernier. Avec pour résultat que cette question est devenue un symbole principal des raccourcis et des preuves infondées utilisés par le président dans son empressement obsessionnel à justifier le déclenchement de la guerre au mois de mars dernier.

La Maison-Blanche a promis de collaborer avec les enquêteurs du département de la Justice, mais a exclu par avance toute implication dans cette histoire de la part de Karl Rove, principal stratège politique de M. Bush, montré du doigt par M. Wilson pour avoir orchestré les fuites. Cette incohérence est probante. D'autres boucs émissaires seront peut-être épinglés, mais ils dissiperont difficilement l'impression persistante de duperie au sommet.



Guy Taillefer



## L E T T R E S

## Les bourses de Virginie

Vous êtes étudiant aux cycles supérieurs d'une université québécoise? Le mois d'octobre est pour vous synonyme de demande de bourse auprès des gouvernements fédéral et provincial? Vous travaillez d'arrache-pied à rédiger la présentation de votre projet de recherche, à rassembler des lettres de recommandation, à compiler vos publications et autres participations à des colloques savants dans l'espoir de décrocher une bourse d'études de 15 000 ou 20 000 \$?

Pourquoi dépenser tant d'énergie puisque l'émission *Virginie* se lance dans une vaste campagne de «marketing de proximité»? Vous n'avez qu'à écouter *Virginie*, décrire votre «rêve d'études» (une page maximum, sinon, c'est trop compliqué), répondre à la question du *Journal de Montréal*, et voilà, vous êtes admissibles à l'une des 30 bourses de 20 000 \$ offertes par la Banque Nationale et les producteurs de lait!

Eh oui, vous avez bien lu: cette année, l'équipe de *Virginie* fera le tour des écoles secondaires de la province pour faire mousser les cotes d'écoute de l'émission en offrant à son public adolescent (les 13 ans et plus sont admissibles!) des bourses d'études équivalentes ou supérieures au revenu d'un boursier universitaire. Voilà un bel exemple de discernement du secteur privé lorsqu'il se mêle d'éducation.

Sylvain Schryburt  
Karine Cellard  
Doctores, Université de Montréal  
Le 24 septembre 2003

## Concept de publicité douteux

Le concepteur ou les concepteurs des pages publicitaires des Journées de la culture font

dans l'inculture. Un concept indéfendable. La comédienne ne fait pas de la poterie, elle fait de la boue. Elle se barbouille, se salit et lance sa terre sur les murs. Dans la même logique, il faut que le photographe qui a pris la photo soit incapable de cadrer ou de faire son foyer, il faut que le scripteur soit incapable d'écrire correctement et que l'imprimeur imprime des salissures. Il faut que Mme la ministre Beauchamp ou Mmes Moreau, Sicuro et Courville ainsi que M. Laurent disent des âneries et que leur photo soit imprimée tout croche. Surtout que les «journées de la prétendue culture» auraient très bien pu utiliser une excellente potière pour présenter sur le tour une pièce bien tournée. C'est beau à voir. C'est ce qu'ils ont fait, paraît-il. J'imagine que l'an prochain, on voudra attirer l'attention sur la peinture, la danse ou le piano, et on demandera à un comédien de se barbouiller de gouache, de tomber en bas de ses pointes ou de tapocher sur un piano. L'an prochain, pour faire rire, on demandera à quelques céramistes ou graveurs ou orfèvres de jouer aux comédiens... [...] Est-ce cela, la démocratie? La publicité doit respecter la culture qu'on lui demande de démocratiser, elle ne doit pas faire de la boue avec tout ce qu'elle touche.

Gilles Derome  
Laval, le 21 septembre 2003

## La mondialisation, une priorité?

De l'avis de bien du monde, le précédent gouvernement du Québec avait le projet de créer un observatoire «péguiste» de la mondialisation, ce qui justifie grandement la pertinence du choix du gouvernement actuel de ne pas le financer. Le projet du gouvernement précédent était

beaucoup trop partisan pour devenir réellement crédible. Pour être viable et utile, un observatoire de la mondialisation doit être financé par l'État, oui, mais les orientations de ces observations ne doivent pas être celles d'un gouvernement. Surtout que nos gouvernements, quelle que soit leur couleur, sont tous des promoteurs de la libéralisation des échanges. Ils ne peuvent donc pas avoir un point de vue objectif sur les effets de la mondialisation.

Comment un observatoire de la mondialisation pourrait-il éventuellement démontrer à un gouvernement qu'il n'avait pas raison de signer un traité de libre-échange si cet observatoire est complètement redevable à ce même gouvernement? Contrairement à un observatoire de la mondialisation issu de la société civile, qui aurait les coudees franches par rapport au gouvernement, celui créé par un gouvernement n'aurait aucune crédibilité.

Un véritable observatoire neutre de la mondialisation mijote déjà chez des acteurs de premier plan de la société civile. Pour être neutre, cet observatoire devrait étudier les effets de la mondialisation sur tous les groupes de la population. Et si, comme nous, les tenants de l'autre mondialisation, le croys, les merveilleux effets de cette mondialisation se limitent à une uniformisation des cultures, des moyens de production et des produits de consommation, etc., et, surtout, si le modèle néolibéral de la mondialisation ne profite qu'à un groupe très limité d'entreprises transnationales qui refusent de plus en plus de payer des impôts, un observatoire gouvernemental de la mondialisation est une dépense qu'il faut couper. Tant pis pour les amis du pouvoir qui souhaitent se construire un sénat pour se distraire pendant leur retraite.

Renaud Blais  
Militant altermondialiste  
Québec, le 26 septembre 2003

## LIBRE OPINION

À hauteur d'homme:  
une construction de la réalité

FRANÇOIS OUELLET  
Professeur de littérature à l'Université du Québec à Chicoutimi

Le *Devoir* du 23 septembre publiait un texte pour le moins étonnant du sociologue Guy Rocher sur le documentaire *À hauteur d'homme* de Jean-Claude Labrecque. Guy Rocher reproche au réalisateur d'avoir proposé une image «tronquée et partiellement trompeuse» de la campagne électorale et du premier ministre sortant: le film ne donne pas «une idée juste d'un chef politique en campagne électorale», ni «une juste représentation de la campagne électorale en pays démocratique».

Curieux commentaire. J'aimerais bien savoir ce que peut signifier «donner une juste représentation» des choses et, surtout, comment on pourrait s'y prendre pour y parvenir. En fait, Labrecque, pas plus qu'aucun autre réalisateur, n'aurait pu satisfaire au vœu de Guy Rocher pour la simple raison qu'il est rigoureusement impossible de rendre compte de la supposée réalité, d'autant plus si celle-ci est de nature politique puisque les jeux de coulisse y sont maîtres. Il n'y a pas d'autre réalité, dans ce cas-ci politique, que celle que chacun perçoit. Dans ces conditions, la représentation de Labrecque n'est ni tronquée ni trompeuse mais cohérente et partielle, ou, plutôt, cohérente parce que partielle.

## Le parti pris de la fiction

En effet, ce que Labrecque a cherché à faire, c'est moins un documentaire sur la politique qu'une œuvre qui prend prétexte de la politique pour dire autre chose. Une œuvre qui crée donc son propre espace de fonctionnement et de réflexion. C'est dans ce sens, précisément, que La-

labrecque a voulu, selon les mots qu'emploie Rocher, «construire un film qui ait une continuité pour le spectateur, lequel retrouvera les mêmes personnages dans l'entourage du premier ministre». Cette vision du documentaire est celle de la fiction, qu'elle soit cinématographique ou littéraire.

Globalement, un bon cinéaste ou un bon romancier ne compose pas autrement: il développe une trame événementielle à laquelle il assure le maximum de cohérence essentiellement par la présence récurrente des personnages. La fiction aime les héros: Labrecque en a choisi un, Bernard Landry. Autour de lui gravitent des personnages secondaires, aussi bien ses attachés politiques que des journalistes, nécessairement toujours les mêmes.

Mais il aurait pu faire autrement. Il aurait pu choisir de montrer Bernard Landry à partir d'un point de vue autre que celui des journalistes, par exemple, ou encore choisir de tourner un documentaire sur Jean Charest (ce dont il nous a heureusement préservés!). Le film aurait assurément été différent, mais il n'aurait pas moins été orienté. La vie est ailleurs, toujours dans le regard d'un autre.

Quand Guy Rocher demande, dans une question qui frôle dangereusement la rectitude politique: «À hauteur d'homme est-il à la hauteur?», il nie en quelque sorte le regard obligatoirement subjectif de tout discours, en l'occurrence cinématographique. Le documentaire ne serait pas à la hauteur de quoi? De l'idée que se fait le sociologue au nom d'une quelconque et mystérieuse objectivité?

Dans ce documentaire, il aurait fallu voir exactement, semble-t-il, ce à quoi nous étions en droit de nous attendre eu égard à ce qu'est, dans les faits, une campagne électorale. Dans l'esprit

de Rocher, si le film n'est pas à la hauteur, c'est précisément parce qu'il n'est qu'à hauteur d'homme, parce que le film se donne à voir à travers le point de vue d'un personnage. Rocher aurait préféré une autre hauteur, celle de l'objectivité transcendante, celle de l'omniscience et de la transparence, celle de Dieu, en quelque sorte...

## Un traitement théâtral

Bien malin cependant qui pourrait prétendre développer un discours sur la campagne électorale sans forcément la trahir, la traduire dans un registre qui interpelle la mise en forme fictionnelle. La politique est tout un univers, et il fallait peut-être le talent de Labrecque pour nous en donner une représentation aussi bien construite (au sens où le réalisateur, par les choix qu'il a faits, le montage, etc., a construit une réalité parmi d'autres).

La politique aussi est du théâtre, et la force de ce documentaire est notamment d'avoir resserré au mieux les événements et les personnages dans un souci de grande unité qui rappelle la règle des trois unités du théâtre classique: Landry et ses proches dans un temps bien déterminé (la campagne électorale) et en un lieu bien précis (l'espace médiatique des points de presse, que complètent les plans dans l'autobus. L'autobus ne sert que de «décor», se plaint Rocher. Justement!).

À l'heure de la télé-réalité, il y a heureusement des créateurs qui savent encore ce que signifie donner à voir et qui n'ignorent pas l'absolue nécessité subversive — qui n'a jamais été aussi pressante qu'aujourd'hui — du libre exercice du point de vue singulier et de l'art. C'est précisément cela qui fonde la parole et le sens «en pays démocratique».

## IDÉES

Réunion du Comité des Nations unies sur le clonage

## La bombe génétique

Certains cerveaux étranges songent sérieusement à des applications inquiétantes des technologies du clonage

ANDRÉ LEMELIN

Consultant en politique scientifique

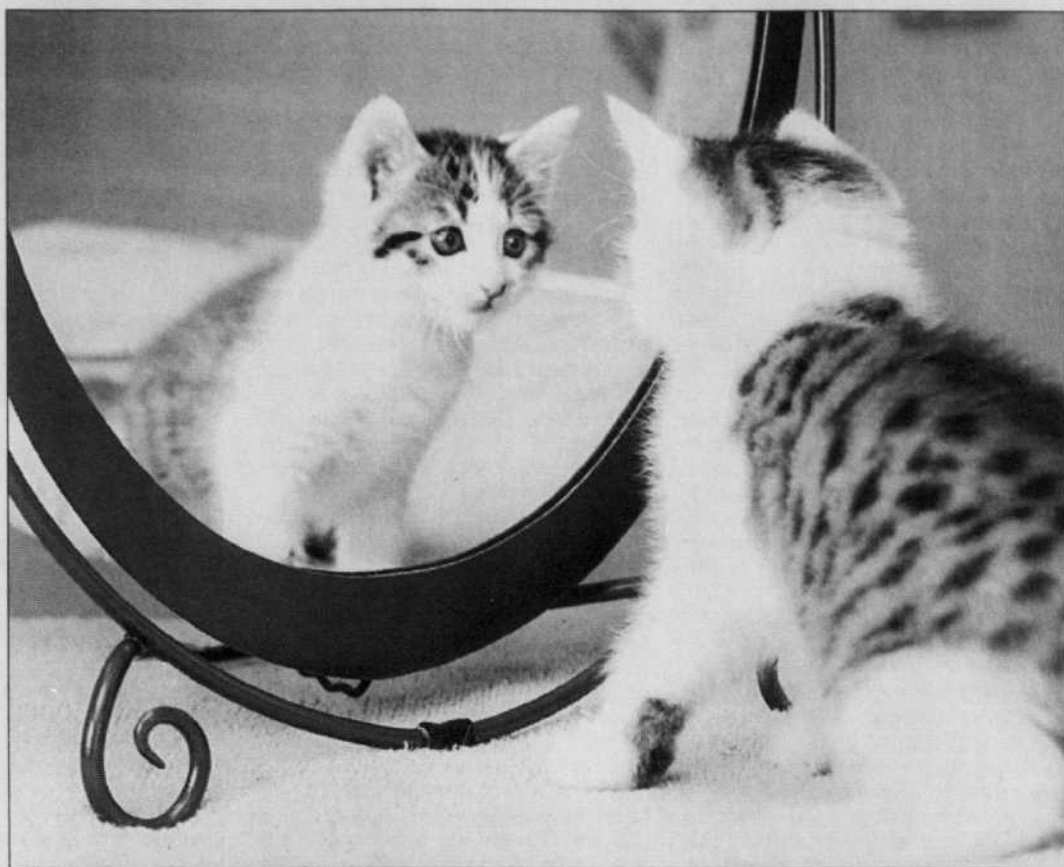
Quand une technologie est dominante, on la retrouve partout, jusque dans l'imaginaire. Ainsi, dans un jeu vidéo nommé *Scarlet Grains*, le joueur à la recherche de pièces d'or dans une caverne peut mettre la main sur une «boîte de puissance» («can of power») contenant l'arme absolue: la «bombe génétique». Elle lui permet de détruire tout ce qui peut lui sauter à la figure, notamment les «scarlet grains», mais attention: l'explosion libère des clones de la bombe pouvant exploser à leur tour. Un usage inconsidéré de cette arme peut entraîner une réaction en chaîne incontrôlable et transformer la caverne en un désert stérile.

Attachée au mythe gémiq, l'humanité est fascinée par le clone, qui apparaît comme l'objectif ultime de la génétique. La victoire décisive sur la nature, en somme, ouvrant le chemin à la création pure et simple d'un être dit humain. Y fera-t-on obstacle?

Au cours de la réunion du Comité des Nations unies sur le clonage, qui se tient à New York jusqu'à demain, un front commun de 63 académies scientifiques, en grande majorité du Tiers-Monde, tentera de faire adopter une déclaration prévoyant l'interdiction universelle du clonage humain, sauf à des fins thérapeutiques. À ce jour, en effet, le consensus n'a pas été atteint, certains pays proposant une interdiction totale au vu des énormes problèmes de nature non seulement éthique, sociale et économique mais proprement scientifique liés à cette technologie. On sait en effet que le clonage n'a jamais fonctionné chez les primates et que, chez d'autres espèces, il donne naissance à des monstres ou, au mieux, à des êtres éphémères ou au vieillissement prématuré.

On peut comprendre les craintes de nombreux pays à la perspective d'un développement sauvage des technologies génétiques, et en particulier du clonage, quand on examine l'exemple de la technologie dite Terminator. Ainsi surnommée par le Rural Advancement Fund International (RAFI), cette application du génie génétique permet de créer des graines stériles et d'obliger ainsi les agriculteurs à en racheter tous les ans. Loin de viser à une amélioration des récoltes, à la qualité des plantes ou à leur résistance à diverses agressions, cette technologie n'a pour objet qu'une destruction contrôlée de leur pouvoir de reproduction en vue d'une maximisation des profits de Monsanto, qui a payé 1,8 milliard \$US pour le brevet. Il est donc parfaitement scandaleux qu'elle ait été développée et brevetée par le département de l'Agriculture des États-Unis, en collaboration avec la firme Delta & Pine Land.

Mais certains cerveaux étranges songent sérieusement à des applications beaucoup plus inquiétantes. Dans un rapport intitulé *Rebuilding America's Defenses*, publié en septembre 2000 par le groupe de pression The Project for the New American Century, les au-



REUTERS

Du mouton au cheval en passant par les chats, sans oublier au passage Raël, le clonage et le développement sauvage des technologies génétiques suscitent des craintes. Ainsi, un front commun réunissant 63 académies scientifiques tente ces jours-ci de faire adopter une déclaration prévoyant l'interdiction universelle du clonage humain, sauf à des fins thérapeutiques.

teurs passent en revue les nombreuses mutations technologiques susceptibles de transformer l'art de la guerre au cours des prochaines décennies. Leur liste se termine par l'évocation suivante: «*And advanced forms of biological warfare that can "target" specific genotypes may transform biological warfare from the realm of terror to a politically useful tool*» (soit une utilisation politique des mutations technologiques). Respirons profondément et examinons froidement ce que cela implique.

Rappelons que le génotype est le bagage génétique hérité des parents, par opposition au phénotype, ce bagage tel qu'il se réalise dans l'individu, certaines caractéristiques apparaissant au cours du développement, sous la pression de l'environnement. Une bombe génétique, portée par un vecteur viral ou bactérien, pourrait par exemple viser certaines caractéristiques «raciales», comme la couleur de la peau ou des cheveux. On sait aussi que des groupes d'individus peuvent être rattachés à un ancêtre commun de par leur profil génétique. Il serait par ailleurs possible de prendre pour cibles certaines prédispositions à des maladies, sans égard à l'origine ethnique ou géographique.

Autrement dit, n'importe quel profil génétique pourrait être menacé.

Ce serait donc un «*outil politique efficace*» que de disposer d'une arme permettant de rendre impotents, de stériliser, voire d'exterminer tous les porteurs d'un certain génotype. Devant les hallucinantes possibilités de chantage et de dérapage découlant de la possession d'une telle arme, un seul mot est approprié: barbarie.

Il n'est pas sans importance de noter ici que The Project for the New American Century, dirigé par William Kristol, est une émanation du groupe de faucons qui tient le haut du pavé à Washington. Parmi ses principaux associés, on retrouve Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Richard Perle, Eliot Abrams, Jeb Bush et John Bolton. Sans oublier Paul Wolfowitz, l'actuel secrétaire adjoint du Pentagone, qui compte d'ailleurs parmi les auteurs de *Rebuilding America's Defenses*.

Dès 1998, ces gens pressaient l'administration américaine d'envahir l'Irak et d'augmenter considérablement les dépenses militaires. Il est heureux qu'ils aient pris soin de préciser, dans la déclaration de principe de leur organisation, que, «*bien sûr, les États-Unis doivent être prudents dans la façon dont ils exercent leur pouvoir*».

L'humanité est fascinée par le clone, qui apparaît comme l'objectif ultime de la génétique

Réplique à Francis Dupuis-Déri

## Haro sur le féminisme au masculin

Loin d'avoir réinventé les rôles sociaux, le féminisme a poussé la société à tout bonnement procéder au renversement d'un modèle par l'autre

ÉRIC COULOMBE  
QUÉBEC

Paradoxalement, le texte de Francis Dupuis-Déri publié dans *Le Devoir* du 24 septembre («*Hommes en désarroi et déroutés de la raison*») dévoile bien le préjugé qui étiquette maintenant de façon négative l'identité masculine et qui donne naissance au discours masculiniste actuel contre lequel il s'élève dans son texte.

Il serait plus prometteur d'encourager un féminisme au masculin, écrit-il, car être homme dans nos sociétés, selon la manière traditionnelle stéréotypée, c'est exactement tout ce qu'il ne faut plus être. Des études universitaires, nous rappelle-t-il, ont démontré que la pelle mécanique, le char de course, la police et les gros bras sont des modèles qui favorisent l'échec des gars.

À la lecture simpliste, prétend-il, que les masculinistes font de l'état actuel de la condition masculine, qui serait mise en dérouté par l'émancipation des femmes, je crains que M. Dupuis-Déri n'oppose celle, tout aussi simpliste, du féminisme traditionnel voulant que tout, absolument tout, dans le sort de cette planète ne soit que la faute des hommes, surtout de ce modèle d'homme qui aime les «chars» et les gros bras. Le gros mâle traditionnel, la brute qui aime jouer à la police et avec sa pelle mécanique, voilà le modèle qui a toujours empêché la société d'évoluer ou celui qui est responsable de l'état catastrophique du monde; c'est ce qu'il nous dit en filigrane.

Le féminisme a au contraire été synonyme de liberté, d'égalité et de justice, bref, un facteur d'évolution sociale qui a eu un impact très positif sur la structure identitaire des hommes, ajoute-t-il, puisqu'il les a libérés eux aussi de ces rôles stéréotypés si nuisibles à l'ensemble de la société.

Liberté, égalité et justice

Pour ma part, je pense que c'est très exactement dans ce point de vue si simpliste à son tour et tout aussi fallacieux que celui que M. Dupuis-Déri dénonce

que prend racine le discours masculiniste actuel, car je pense que bon nombre d'hommes et de femmes qui l'épousent le font parce qu'ils se rendent justement compte que le féminisme est loin, très loin d'avoir été synonyme de liberté, d'égalité et de justice entre les hommes et les femmes, comme il le prétend.

Le féminisme, à l'heure actuelle, est en train de se solder, au Québec à tout le moins, par la promotion sociale du modèle féminin traditionnel au détriment du modèle masculin traditionnel, celui qui est devenu intolérable. Loin d'avoir réinventé les rôles sociaux, d'avoir extirpé les hommes et les femmes de leur modèle traditionnel respectif ou de les avoir fait évoluer, le féminisme a poussé la société à tout bonnement procéder au renversement d'un modèle par l'autre, et c'est pourquoi l'autre réagit. En définitive, et peu importe la justesse des arguments invoqués dans chaque camp, le résultat du féminisme ne m'apparaît absolument pas être un facteur de progrès social puisqu'il garde les hommes et les femmes enfermés dans une bête lutte de pouvoir.

J'en veux pour preuve la garde des enfants lors des divorces, une réalité où les droits des pères sont tout simplement bafoués. Pourtant, le féminisme avait professé que les enfants se font à deux, sauf que c'est *exit* papa quand ça ne fait plus l'affaire de maman. J'en veux pour preuve l'intolérance de l'école, surtout primaire, face à l'exubérance naturelle des garçons, qu'elle étouffe à coups de Ritalin, une molécule dont la consommation a été multipliée par 100 en Angleterre en l'espace d'une décennie (*The Guardian*, le 24 juillet 2003). Pour quelle raison? Serait-ce parce que l'exubérance est bêtement assimilée à de la violence, ce mot devenu synonyme du mot «homme»?

La testostérone...

Et de toute façon, qu'est-ce que le féminisme a changé dans ce qui semble déplaire le plus à M. Dupuis-Déri puisqu'on a aujourd'hui des femmes sol-

Hommes et femmes sont différents, l'ont toujours été et le resteront toujours

dat, des femmes policiers, des femmes culturistes, des femmes pornocrates et pornophiles?

Ce qui ne marche plus avec le féminisme, c'est justement la position qu'adopte M. Dupuis-Déri consistant à dire que c'est un modèle mâle, des valeurs masculines, une façon de penser «à la testostérone», qui est l'unique responsable du bordel dans les rapports hommes-femmes ou du chaos du monde. M. Dupuis-Déri donne dès le premier paragraphe de son texte l'exemple du scandale de l'excision chez les fillettes, mais il oublie de dire que les hommes n'ont absolument rien à voir dans cette pratique barbare puisque ce sont les mères, les grands-mères et les tantes de ces jeunes filles, et probablement encore plus l'ignorance et la bêtise humaine, qui le leur font subir, et non parce que des valeurs mâles ou le modèle traditionnel de l'homme l'exigent. C'est archifaux que de prétendre cela.

Il y aurait tellement de choses à ajouter sur cette question de l'identité des hommes et des femmes, mais je m'arrêterai sur ce dernier point pour éviter de faire trop long: le discours féministe, pas plus que le masculiniste, ne m'enlèvera de toute façon jamais la conviction profonde que l'harmonisation du rapport hommes-femmes, tant dans la société que dans l'intimité, ne réside aucunement dans la promotion d'une idéologie, et encore moins dans la dévalorisation de l'identité d'un sexe à partir de l'analyse faite par l'autre. Hommes et femmes sont différents, l'ont toujours été et le resteront toujours, et c'est dans une société qui acceptera cette différence, qui saura accorder autant de valeur et faire autant de place à la nature féminine que masculine que résident l'espoir et le futur harmonieux des sexes, et non dans une société qui prône qu'un des sexes doit changer ou se mouler à la conception que l'autre se fait de lui.

Désolé, M. Dupuis-Déri, mais je n'adhérerai jamais à la défense d'un féminisme au masculin.

Élection présidentielle du 5 octobre

## Dernière étape au bouclage de la Tchétchénie?

KATHIA LÉGARE

Maîtrise en science politique,  
Université du Québec à Montréal

L'administration centrale de la Russie a bien du mal à dompter les régions de ce pays depuis que Boris Eltsine leur a assuré qu'elles pouvaient prendre autant d'indépendance qu'elles pouvaient en avaler. Vladimir Poutine a bien réussi à remettre de l'ordre dans les relations entre le centre et les régions et à imposer un semblant de verticalité aux structures politiques du pays, mais il a bien du mal à imposer ses candidats aux élections régionales. Décidément, la démocratie ne se laisse pas «gérer» aussi facilement.

Malgré les encouragements les plus éloquentes de Poutine et de ses alliés en faveur de la candidate au poste de gouverneur de Saint-Petersbourg, Valentina Matvienko n'a pas obtenu la majorité nécessaire pour remporter l'élection au premier tour. Moins de 29 % de la population pétersbourgeoise s'est prêtée à l'exercice, comparativement à 60 % aux élections de 1996 et à 48 % en 2000. De plus, 11 % des électeurs qui se sont présentés aux urnes ont refusé de choisir un candidat.

L'administration centrale devra donc attendre le 5 octobre pour voir ses efforts récompensés. Le second tour des élections de Saint-Petersbourg coïncide justement avec l'élection présidentielle en Tchétchénie. Les deux événements ont peu à voir entre eux, hormis le fait qu'ils tiennent plus du couronnement que de l'élection.

Il y a quelques semaines seulement, la lutte s'annonçait difficile pour le chef de l'administration tchétchène, Akhmad Kadyrov. Malgré ses trois années à la barre de la république, l'ancien mufti traînait dans les sondages, et ce, même en l'absence de candidats indépendants sur la liste électorale. Mais force est de constater que le candidat du Kremlin est béni des dieux: sa cote de popularité n'a pas fait de remontée spectaculaire, mais ses adversaires les plus sérieux ont disparu un à un!

Justu à ce qu'on lui offre un poste de conseiller pour la Tchétchénie dans l'administration présidentielle, Aslanbek Aslakhonov, député à la Douma d'Etat — l'Assemblée législative de la Russie —, avait de bonnes chances de remporter l'élection, mais à l'instar de l'homme d'affaires Omar Jabrailov, il s'est retiré après une rencontre avec le président Poutine. La candidature du millionnaire Malik Saïdoulaïev a quant à elle été invalidée par la Cour suprême.

Il n'est plus question de faire la paix avec la Tchétchénie mais de l'aligner sur le Kremlin

Les six aspirants présidents restants ne risquent pas de nuire à l'envoyé du Kremlin, mais il a quand même été jugé utile d'ajouter Kadyrov à la délégation russe à Washington, question de lui donner un vernis de crédibilité.

L'élection présidentielle en Tchétchénie s'inscrit dans une stratégie plus large de normalisation de la situation dans la petite république, stratégie inaugurée par un simulacre de référendum tenu en mars dernier sur le maintien de la république dans la fédération. Il n'est maintenant plus

question de faire la paix avec la Tchétchénie mais de l'aligner sur le Kremlin. Le changement de champ sémantique du président dénote un changement de stratégie politique: les indépendantistes se sont transformés en terroristes, la volonté de séparation en guerre civile, les pourparlers de paix en processus de normalisation. Il est pourtant vrai que le conflit a passablement évolué depuis les premiers affrontements, mais la Tchétchénie est loin d'avoir accepté sa place dans le casse-tête russe.

Des élections au milieu du chaos

La Tchétchénie a été dévastée par l'armée russe; de ses raffineries, de ses industries, de ses habitations, il ne reste plus grand-chose. De la société tchétchène, il subsiste sans aucun doute quelques solides fondations, ancrées dans une culture séculaire de résistance, mais la population n'a sans aucun doute pas l'esprit à l'élection. Il faut mettre en question les irrégularités entourant la campagne électorale en Tchétchénie, mais il faut aussi interroger la pertinence même de cette élection.

Comment la démocratie peut-elle être effective dans une région occupée par l'armée — 30 000 soldats russes basés de façon permanente en Tchétchénie voteront aux élections —, où même les représentants de l'ordre ne respectent pas la loi? Comment les Tchétchènes peuvent-ils exercer leur droit de vote dans une situation d'urgence où les attentats se succèdent? Comment peut-on tenir des élections lorsqu'une grande partie de la population est réfugiée dans les républiques voisines?

Il ne s'agit pas seulement de donner le droit de vote aux réfugiés ou de forcer ceux-ci à retourner dans la république dévastée: il s'agit d'établir des conditions dans lesquelles toutes les options pourraient être présentées et où les Tchétchènes pourraient choisir une orientation politique qui conviendrait à leur vision de l'avenir. La parodie de démocratie qui se déroule actuellement en Tchétchénie — mais surtout à Moscou — ne contribuera certainement pas à stabiliser la région ni à réinvestir les institutions régionales d'une quelconque autorité.

Dans une telle situation d'instabilité et en l'absence d'observateurs neutres — les groupes de défense des droits de l'homme et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ayant refusé de surveiller l'élection —, il y a peu d'espoir que l'élection permette une amélioration des relations entre la Tchétchénie et la Russie.

Dans le langage orwellien des stratégies du Kremlin, que signifie la «normalisation de la Tchétchénie»? L'ouverture d'un dialogue entre la société tchétchène et l'autorité centrale? Le retrait des troupes russes? Tout semble plutôt démontrer que la normalisation signifiera pour la Tchétchénie un bouclage complet sous une chape étanche à tout contact avec la société civile russe et internationale.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau, Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits divers), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Julie Carpentier (pages éditoriales, sports), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Rensy, Éric Desrosiers, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlene Côté, Slavica Bogdanov, Véronique Géraud, Christiane Lévesque, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Rueland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATION, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution), Gisèle Lenard, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heures, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dolcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## COLÈRE

SUITE DE LA PAGE 1

marché de l'emploi. Ces députés estiment que cette mesure, de même que les autres qui risquent de suivre afin d'atteindre les objectifs de compressions, va à l'encontre des valeurs libérales et met en péril certains engagements pris par le PLQ. Le premier ministre Jean Charest ne s'est jamais porté à la défense de son ministre lorsqu'il encaissait les critiques de la dizaine de députés en colère. Ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, M. Béchard ne souhaite pas être le seul à répondre des compressions, à porter le fardeau des mauvaises nouvelles, et il en appelle à la solidarité de ses collègues.

Un document du Conseil du trésor, intitulé *Réingénierie et de l'État: obstacles pressentis* et daté du 19 août dernier, prévoyait déjà que la réingénierie allait rencontrer les résistances de députés et de ministres «qui devront affronter des situations leur étant moins favorables». On y note aussi que la réingénierie pourrait provoquer une «difficulté d'adéquation de la redéfinition du rôle de l'État avec les valeurs fondamentales de la société québécoise». Les auteurs du document ont vu juste.

Il n'en demeure pas moins que Claude Béchard est aux prises avec une augmentation inattendue des coûts de l'aide sociale de l'ordre de 150 millions de dollars. Yves Séguin l'a confirmé mardi lors de la synthèse des opérations financières de l'État. Cette hausse devient d'autant plus préoccupante que le budget Séguin a amputé l'enveloppe de l'assistance-emploi de près de 200 millions de dollars et celui d'Emploi-Québec, de 27 millions. Qui plus est, dans le cadre de l'opération Place à l'emploi, le gouvernement Charest disait vouloir réintégrer au marché du travail 25 500 ménages à l'aide sociale d'ici le 1<sup>er</sup> avril 2004, ce qui entraînerait des économies de 188 millions de dollars. Tout porte à croire que cette cible sera difficilement atteinte.

Claude Béchard dit étudier des scénarios qui entraîneront des compressions tant à l'aide sociale et à Emploi-Québec que dans les services de garde. «Je veux être sûr que tout le monde [députés et ministres] va comprendre ce que nous allons faire, les impacts de ce que nous allons faire», a-t-il prévenu.

La marge de manœuvre est en effet plutôt mince. Aucune somme substantielle ne peut être coupée aisément à l'intérieur du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille compte tenu de ses responsabilités actuelles. En effet, un peu plus d'un milliard de dollars est déjà consenti aux centres de la petite enfance, notamment pour assurer la qualité des services, et un autre milliard est alloué à diverses mesures destinées à la famille, les prestations familiales par exemple. Ensuite, l'assistance-emploi accapare plus de deux milliards de dollars. Et c'est sans compter l'administration même du ministère. Au total, le ministère dispose d'une enveloppe de 5,8 milliards de dollars, la troisième en importance derrière celles de la Santé et de l'Éducation, les deux priorités du gouvernement Charest.

Il faut aussi savoir que Claude Béchard, en compagnie de la ministre déléguée à la Famille, Carole Thérèse, doit sous peu rendre public le scénario choisi pour assurer le développement et le financement des services de garde. Les scénarios étudiés contiennent tous une hausse du tarif exigé des parents. Cette augmentation pourrait être plus importante compte tenu des nouvelles réalités financières.

De plus, un plan d'action visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale doit être déposé cet automne. Et la Loi visant à lutter contre la pauvreté exige le déploiement d'importantes ressources financières. Par exemple, un barème plancher à l'aide sociale doit être créé, c'est-à-dire un seuil au-dessous duquel aucune pénalité ne peut s'appliquer, sauf en cas de fraude. À la fin 2002, le Parti libéral avait déposé une motion visant à amender la loi 112 afin de considérer les prestations minimales actuelles — 523 \$ pour une personne seule sans contrainte à l'emploi — comme un barème plancher. L'imposition de pénalités aux assistés sociaux contrevient déjà à cette prise de position. «Il ne faut pas s'inquiéter pour le plan d'action», a tout de même assuré le ministre hier.

Lors de la conférence de presse, Claude Béchard a annoncé que le programme Solidarité jeunesse serait étendu aux jeunes de 21 à 24 ans. Quelque 1500 jeunes de plus pourront participer cette année au programme et s'ajoutent aux 5200 déjà prévus. 33 364 jeunes de 18 à 24 ans ont fait une demande d'aide sociale l'année dernière. Au total, Solidarité jeunesse dispose d'une enveloppe de 24 millions de dollars. Le programme, qui connaît un succès appréciable, vise à accompagner de jeunes assistés sociaux dans une démarche volontaire de réintégration à l'emploi.

## LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

*Le Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

*Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messagerie Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## CENTRALES

SUITE DE LA PAGE 1

lancé par le ministère des Ressources naturelles, cité comme référence dans ce dossier. Mais la place exceptionnelle que le projet y occupe, soit le premier modèle à suivre en matière d'énergie, prèle à l'évidence de la relance de la production privée au moyen de petites et moyennes centrales par le gouvernement Charest.

Il faut se rappeler que le programme électoral des libéraux de Jean Charest proposait de relancer la production privée au moyen de petites centrales, un programme interrompu par le gouvernement péquiste de Bernard Landry en décembre dernier après que des dizaines d'artistes et d'intellectuels du Québec se furent mobilisés pour y faire échec au sein du mouvement Adoptez une rivière. À ce propos, ce mouvement s'est transformé au cours des derniers mois en une fondation militante, la Fondation Rivières, dont l'impulsion financière de départ a été donnée par le comédien Roy Dupuis, dont on connaît cependant moins la fibre environnementale. La naissance de cette fondation sera d'ailleurs annoncée ce matin à la Biosphère, à Montréal.

Le document présenté aux sous-ministres la semaine dernière précise, comme à regret, qu'«à ce jour, trois projets de construction de nouvelles centrales sur des sites existants ont été retenus», ce qui est significativement moins que le bassin de 50 projets que le ministère des Richesses naturelles pourrait lancer.

Le gouvernement péquiste avait d'entrée de jeu proposé de réaliser 36 projets de petites centrales privées. Mais après consultation des autres partenaires gouvernementaux, y compris le ministère de l'Environnement et certains respon-

sables de la faune, la liste avait été prudemment ramenée à 14 projets. L'appel d'offres qui devait cibler ces projets n'en a finalement retenu que trois après que Québec eut décidé de mettre un terme abrupt à l'aventure.

Pour le gouvernement Charest, il s'agit néanmoins d'un exemple de programme gouvernemental qui pourrait être relancé pour le plus grand profit des promoteurs privés et publics. On y précise que les projets de 25 mégawatts auraient une durée de 20 ans et que le gouvernement retirerait des redevances de la location de ses forces hydrauliques alors qu'Hydro-Québec pourrait acheter la totalité de cette production. Quant aux projets de 25 à 50 mégawatts, eux aussi réservés au secteur privé par l'ancien gouvernement, on précise que les MRC pourraient y investir jusqu'à 49 % des fonds requis, ce qui en laisserait le contrôle aux promoteurs privés. Le document précise que les éventuels partenaires privés pourraient être des sociétés comme «Axor, Boralex, Hydromega, G.P. inc., etc.».

Est-ce à dessein ou un effet du hasard? Toujours est-il que le document d'orientation gouvernemental ne cite pas l'exemple d'Hydro Ontario, dont la majeure partie des opérations a été privatisée, ce qui a provoqué une escalade des prix et une rareté croissante de l'énergie dans cette province parce que les acteurs privés n'investissent que sur des perspectives de rendement à court terme, contrairement aux sociétés d'État.

Au Québec, on retrouve parmi les anciens promoteurs de la privatisation d'Hydro-Québec certains consultants privés très proches de la ministre responsable de la «réingénierie», Monique Jérôme-Forget. Plusieurs grands groupes financiers, qui gravitent autour

de ces firmes de consultants, rêvent de mettre la main sur les actifs d'Hydro-Québec, en tout ou en partie, et ce, depuis des années. Ces groupes d'intérêt comptent sur de puissants alliés politiques pour élargir les brèches percées dans le monopole de la société d'État par le gouvernement Bouchard au profit des promoteurs de centrales privées.

L'élargissement de la production privée à des projets de taille aussi importante que 50 MW a créé une sérieuse brèche dans le monopole historique de la première société d'État des Québécois, d'autant plus qu'Hydro-Québec s'est fait interdire de participer aux appels d'offres sur ces projets... au nom de la saine concurrence! Le nouveau monopole créé par les péquistes au profit des entrepreneurs privés sur ces projets de centrales hydroélectriques de taille intermédiaire n'est tempéré que par une mécanique d'appels d'offres qui est réservée aux membres de ce club sélect.

Le document d'orientation présenté la semaine dernière à la haute fonction publique mentionne aussi comme exemple de partenariats d'affaires public-privé en matière d'énergie la centrale au gaz naturel de Waterloo. Celle-ci s'alimente avec les biogaz provenant de deux sites d'enfouissement locaux de déchets domestiques. On y précise que le partenariat a été responsable de la conception, de la construction, du financement et, depuis, de l'exploitation de la centrale alors que la municipalité touche des redevances de la vente d'électricité.

Curieusement, beaucoup plus près de Québec, soit à Montréal, il existe un partenariat identique qui fonctionne depuis des années sur le site de l'ancienne carrière Miron, ce que les auteurs du document d'orientation ignorent visiblement.

## SKINHEADS

SUITE DE LA PAGE 1

qui, selon eux, en a grand besoin.

L'éditorial de la première livraison de leur fanzine baptisé *Rudesound* — un journal tiré à 250 exemplaires pour distribution restreinte — en témoigne d'ailleurs. «Il y a longtemps qu'on a vu des "zines" traitant de groupes skinheads ici, écrivent-ils. Nous voulons apporter notre contribution à la propagation de notre culture au plus grand nombre possible.» Une culture où les formations musicales Jeunesse Apatride, Esclaves Salariés, Prowlers, Coup de masse ou encore Les Rustauds cohabitent joyeusement, avec «le foot [le soccer]», dit Manu. «Les événements où on a du plaisir», ajoute Kroots, le «skinhead lifestyle», et ce, loin des «fichos» et des «campagnes électorales», souligne le groupe dans sa publication. Qu'on se le dise.

Car le skinhead — «de gauche», martèleront-ils inlassablement toute la soirée — version 2003 se veut avant tout apolitique. Même si cette politique, «à bannir puisqu'elle crée des tensions», précise Red Ultra, les rattrape très vite au détour d'une question sur leur raison d'être dans une société où individualisme, musique techno, surconsommation, hédonisme et télé-réalité ont depuis longtemps sonné le glas des grandes révolutions sociales. «La classe ouvrière se fait encore et toujours manger la laine sur le dos, lance Ben. Le combat pour améliorer sa condition n'est pas terminé. Si nous sommes là, c'est pour affirmer la fierté des travailleurs, pour les inciter à s'organiser avant qu'on les organise. On veut des entreprises autogérées où le capitalisme, les profiteurs et l'argent ne viendront pas accentuer les clivages sociaux. Et pour ça, on doit marcher la tête haute, être fiers de ce que nous sommes.» Assis près de lui, Kroots écoute attentivement tout en passant sa main dans sa coupe de cheveux Chelsea, coupe traditionnelle des skinhead girls, née dans le quartier ouvrier londonien du même nom en même temps que le mouvement, vers la fin des années 60.

Depuis la rencontre de jeunes prolétaires britanniques (*hard mods*) et de Jamaïcains en quête d'identité (*rude boys*) — le «mariage» à l'origine de ce mouvement initialement antiraciste et versé dans la guerre à l'injustice sociale

et économique, alors que la jeunesse bourgeoise sombrerait dans les délirés mystiques de l'époque hippie —, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Les skinheads d'obédience SHARP (Skinheads Against Racial Prejudice) ou RASH (Red And Anarchist Skinheads) ont pour la plupart accroché leurs Doc Martens et leur foulard quadrillé noir et blanc — symboles de leur appartenance au mouvement — pour fonder des familles ou, parfois, se lancer en politique. Les plus radicaux ou les néonazis — le mouvement étant bicéphale — ont pris quelques années de congé derrière d'énormes murs de béton et des grilles, méfaits et arrestations obligent. Mais les rancœurs, elles, ont survécu. Et elles semblent désormais trouver écho auprès d'une nouvelle jeunesse tantôt étudiante et végétarienne (!), tantôt journalière portant fièrement un t-shirt à l'effigie de Lénine, tantôt mécanicienne chevronnée dans la fraîche vingtaine.

Cela n'étonne pas vraiment Yves Claudé, professeur au cégep de Saint-Jérôme, fin observateur de la scène skinhead depuis ses débuts au Québec et auteur du livre *Les Skinheads et l'extrême droite*. «Le mouvement a été en perte de vitesse dans les dernières années, mais aujourd'hui, les facteurs de résurgence sont là», dit-il. Et ils sont nombreux.

«Internet est devenu au fil des années une vitrine importante pour magasiner des identités, poursuit l'enseignant. Le mot «skinhead» donne d'ailleurs près de 500 000 entrées dans un moteur de recherche. Et puis, il y a le contexte social. En Russie et dans les pays de l'Est, il n'y a jamais eu autant de skinheads car, dans ces pays, la classe ouvrière a été très déstabilisée. Ce mouvement relève d'une crise identitaire et sociale de la classe ouvrière, il prend racine dans les mouvements populaires et la petite bourgeoisie menacée par la crise de l'État. Tout ça crée un terreau fertile pour une remise en question de l'ordre social.» Et le Québec ne semble pas déroger à la règle.

Red Ultra ne dira pas le contraire, lui qui milite activement dans le syndicat de son entreprise pour améliorer les conditions de vie de ses camarades travailleurs à l'heure où une «mondialisation sans morale» semble doucement s'imposer dans

l'air du temps. «On réagit à toutes ces choses qui nous font chier», dit-il.

Et il n'est pas le seul. Chaque concert organisé à Québec, Montréal ou Laval attire désormais près de 250 personnes revendiquant leur appartenance à la branche gauchisante du mouvement. «Il pourrait d'ailleurs y avoir le même nombre de skinheads racistes aujourd'hui au Québec, poursuit M. Claudé. Mais ce ne sont que des évaluations. Cette culture, de par sa nature, est très difficile à quantifier.» Difficile aussi à reconnaître en raison des codes vestimentaires qui, eux aussi, ont changé au fil des années, les codes originels ayant été depuis belle lurette absorbés par les modes plus commerciales. «Mais aujourd'hui, être skinhead, c'est dans la tête que ça se passe», lance Kroots, qui travaille activement à tisser des liens avec les branches du mouvement implantées en Europe.

Dans la tête, mais aussi dans les stades de soccer, les salles de spectacles spécialisées et même les bars de la rue Crescent, où plusieurs de ces jeunes issus des banlieues ouest, sud ou nord, tout comme des quartiers populaires de la métropole, vont promener leur rage de vivre. Parfois avec violence. «C'est sûr qu'il y en a», dit Manu. «Nous nous battons pour notre fierté, contre les «boneheads», qui portent atteinte à notre identité et qui sont de plus en plus présents, certains même le font contre la mondialisation. Mais il n'y a pas que ça. Ce que nous recherchons, c'est du fun avec les gens qui nous ressemblent, de la bière, de la musique, des chansons qui parlent de notre quotidien...» Du oil, en somme — abréviation argotique cockney de «hey you!» —, qui, au fil des décennies, est devenu le cri de ralliement des skinheads et l'expression de leur culture.

À terme, tous rêvent, comme les deux générations de skinheads qui ont précédé, d'une société plus harmonieuse où crânes rasés, chaussures cirées, bas de jeans retroussés se conjuguent avec respect, dignité et... partage équitables des richesses. Mais ils ne sont font guère d'illusions. «Si cela arrive, je n'aurai plus de raisons d'être skinhead, dit Red Ultra. Mais dans l'état actuel des choses, je pense bien rester skin toute ma vie!»

## MÉDECINS

SUITE DE LA PAGE 1

d'effectifs médicaux, «n'était plus conforme au message que souhaitait véhiculer le gouvernement».

«Le recours aux médecins étrangers est une des façons de régler le problème de la pénurie de médecins. Ce n'est pas la seule, mais nous ne pouvons passer à côté d'aucun moyen», a soutenu hier Katie Rouleau, l'attachée de presse du ministre de la Santé, en précisant que d'autres mesures pourraient bientôt être annoncées en ce qui concerne les étudiants étrangers. Ce premier assouplissement touchera une dizaine d'étudiants canadiens formés au Québec.

La partie est toutefois loin d'être gagnée en ce qui a trait à l'abolition des obstacles imposés aux étudiants et aux médecins étrangers que voudraient recruter les facultés de médecine, aux prises avec d'importantes pénuries de professeurs.

Le *Devoir* a appris que pour 2003, le gouvernement ouvrira ses portes à deux fois moins de médecins étrangers que l'an dernier pour combler les besoins de main-d'œuvre professionnelle dans les universités. Chaque année, Québec exempte en effet un certain nombre de médecins étrangers de l'application de son règlement strict quand ceux-ci sont «sélectionnés» à de strictes fins d'enseignement et de recherche par les facultés de médecine.

Or, cette année, le conseil des ministres a coupé la poire en deux et n'a accordé son feu vert qu'à l'entrée sans contrainte de 20 médecins diplômés hors Québec, plutôt que 40 comme l'an dernier.

Cette décision suscite une bonne dose de frustration dans les facultés de médecine, où on doit composer avec la montée en flèche du nombre d'étudiants à former en raison de la hausse du nombre d'admissions décrétée par... le gouvernement.

«Il existe une grande pénurie de professeurs qualifiés et nous avons besoin de plus de professeurs cliniques pour enseigner à tous ces étudiants. Notre formation prévoit l'enseignement par petits groupes de huit à dix alors que nous avons maintenant quinze ou seize étudiants par groupe», a expliqué hier le D<sup>r</sup> Abraham Fuks, doyen de la faculté de médecine de l'université McGill.

Pour l'instant, il semble que les pressions des fédérations médicales soient toujours ce qui fait hésiter Québec à lever définitivement ces contraintes à l'entrée de médecins étrangers dûment formés.

Selon le D<sup>r</sup> Denis Marceau, président du MEDU, le groupe de travail sur les affaires médicales de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ), les fédérations médicales exigent toujours des chiffres leur prouvant noir sur blanc que les universités sont incapables de combler leurs besoins avec les ressources médicales déjà disponibles au Québec. Elles souhaitent que ces médecins étrangers ne soient employés qu'à de strictes fins d'enseignement et de recherche.

«Les fédérations auraient été échaudées par les anecdotes rapportant quelques cas de professeurs étrangers recrutés pour des fins d'enseignement et de recherche mais qui passaient plus de temps à travailler qu'à enseigner dans leur université», dit-il.

Des craintes demeurent aussi en ce qui concerne l'abolition des contraintes aux étudiants étrangers formés au Québec. Encore une fois, les fédérations exigent que Québec évalue concrètement les conséquences qu'aurait la libre installation de ces médecins sur le territoire avant que ce règlement controversé ne soit relégué aux oubliettes.

## RYAN

SUITE DE LA PAGE 1

être définis de manière libérale». Déjà, dans son livre, M. Ryan écrivait qu'il «ne suffit pas de se réclamer de l'esprit libéral. La personne qui œuvre dans la politique doit chercher à déployer cet esprit au service de valeurs capables de faire avancer les libertés individuelles et le bien général de la société».

M. Ryan soulignait également l'importance pour l'État de définir les valeurs de la collectivité en tout respect de la société civile. «Au lieu de vouloir imposer à tout prix ses propres conceptions, l'État doit plutôt chercher des aménagements institutionnels qui, dans le respect de l'ordre public et des bonnes mœurs, tiennent compte de l'évolution continue des opinions et des modes de comportement», peut-on lire.

Or, dans un document de travail du Conseil du trésor que révélait *Le Devoir* plus tôt cette semaine, l'absence de consensus social est soulignée comme l'un des obstacles pressentis à la réingénierie de l'État. On y note également la «difficulté d'adéquation de la redéfinition du rôle de l'État avec les valeurs fondamentales de la société québécoise».

En 1998, Claude Ryan avait dirigé un groupe de travail au sein du Parti libéral qui s'était penché sur le phénomène de la pauvreté. Si Jean Charest, qui ve-

nait alors tout juste de quitter le Parti conservateur du Canada pour faire le saut sur la scène québécoise, avait donné l'assurance que «l'esprit du rapport» se retrouverait dans le programme électoral du PLQ, il l'a rapidement mis sur les tablettes. Mike Harris et sa «révolution du bon sens» ont davantage inspiré le nouveau chef libéral.

Cinq ans plus tard, M. Ryan a été appelé à participer à l'élaboration de la campagne libérale en présentant l'apport du PLQ dans l'édification du Québec. L'aile progressiste du PLQ s'inquiète d'ailleurs que le petit livre ne s'empoussièrât un peu trop rapidement et qu'il ne serve pas de toile de fond à la réingénierie.

«Je n'entends pas faire de ce livre un catéchisme. Mais lorsque cela a été présenté, tout le monde s'est dit d'accord. J'espère que c'est toujours vrai», a affirmé M. Ryan. Celui-ci présidait hier le Forum québécois du loisir sur le thème de l'emploi dans cette industrie. Il y a rappelé l'importance de veiller, dans le contexte de la restructuration gouvernementale, à ce que les critères d'évaluation des programmes «ne soient pas exclusivement inspirés d'une vision étroitement économique». Selon M. Ryan, les loisirs et l'action communautaire font partie des missions essentielles d'un État préoccupé de l'éducation et de la santé des citoyens. «Si on allait couper ça, cela entraînerait un gros déséquilibre social, a-t-il fait valoir. Je ne pense pas que ce soit l'intention du gouvernement. Mais il n'est pas mauvais de lui dire à ce stade-ci, tandis qu'aucun mal n'aurait été fait.»

Or tous les programmes, activités et services des

ministères sont remis en question. De plus, les diverses informations qui ont jusqu'à maintenant filtré du Conseil du trésor démontrent que le gouvernement souhaite que la réingénierie engendre des économies dès le prochain exercice budgétaire. Mais Claude Ryan se défend bien d'être inquiet. «J'attends les événements. Je réserve mon jugement, mais je garde mon entière liberté de jugement», a-t-il prévenu.

Le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Henri Massé, se montre quant à lui plus tranchant. Il estime que le gouvernement Charest a déjà commencé à s'écarter des valeurs libérales. «Jean Charest n'a pas beaucoup de compassion. Il est mal conseillé. Les libéraux, sous Robert Bourassa, étaient au centre-droite. [...] À l'heure actuelle, avec la gang de Charest, il y a une grosse démarcation. Quand on entend le discours, c'est comme si on rejetait tout du Québec du revers de la main. On veut tout changer. Ce n'est pas qu'il n'y ait rien à changer. Mais il faut prendre le temps de faire des débats de société», a soutenu Henri Massé hier.

M. Massé s'étonne d'autant plus du manque de sensibilité de M. Charest que celui-ci a fait la tournée du Québec avec son équipe et constaté de sérieux problèmes dans différentes régions et divers secteurs, notamment en santé. Malgré cette analyse, la FTQ refuse d'adopter un discours de menaces. Le leader syndical adoptera une approche de discussions. «On va tenter de les convaincre», a-t-il dit, se référant notamment à la volonté gouvernementale de modifier l'article 45 du Code du travail.